GRAND CONSEIL **PL 13507-B**
de la République et canton de Genève

Date de dépôt : 9 novembre 2026

Rapport

de la commission des finances chargée d'étudier le projet de loi du Conseil d'Etat modifiant la loi sur l'administration des communes (LAC) (B 6 05) *(Création d'une réserve conjoncturelle)*

Rapport de majorité de Grégoire Carasso (page 5)
Rapport de minorité de François Baertschi (page 44)

ATAR ROTO PRESSE – 80 ex. – 11.26

Projet de loi
(13507-B)

modifiant la loi sur l'administration des communes (LAC) (B 6 05)
(Création d'une réserve conjoncturelle)

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
décrète ce qui suit :

Art. 1 Modifications

La loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984 (LAC – B 6 05), est modifiée comme suit :

Art. 104, al. 1 (nouvelle teneur) et al. 3 (nouvelle teneur, avec modification de la sous-note)

[1] La gestion financière des communes est régie par les principes de l'équilibre des comptes à moyen terme, de l'efficacité et l'efficience de l'action publique, de la légalité et de la non-affectation des impôts généraux.

Equilibre des comptes à moyen terme

[3] Les comptes doivent présenter un excédent de revenus à moyen terme.

Art. 104A Principes de gestion conjoncturelle (nouveau)

[1] La gestion conjoncturelle des communes s'effectue au travers d'une réserve comptable à caractère conjoncturel (ci-après : la réserve conjoncturelle).

[2] L'attribution à la réserve conjoncturelle, ou son utilisation, se fait après détermination du résultat annuel. Les principes suivants sont applicables :

a) en cas d'exercice bénéficiaire, la réserve conjoncturelle ne peut être qu'alimentée à hauteur de l'excédent de revenus qui ressort du compte de résultat;
b) en cas d'exercice déficitaire, la réserve conjoncturelle est utilisée jusqu'à concurrence des pertes réalisées.

[3] La réserve conjoncturelle ne peut dépasser le 15% des charges du dernier exercice budgétaire voté.

[4] Le montant de la réserve conjoncturelle est utilisé pour déterminer l'excédent de charges admissible au budget, au sens de l'article 115.

Art. 112 (nouvelle teneur)

Le Conseil d'Etat fixe par voie réglementaire les règles de présentation et de contenu du budget, des crédits budgétaires et du plan d'investissement.

Art. 115 Gestion financière du budget (nouvelle teneur, avec modification de la note)

[1] En règle générale, les communes équilibrent leur budget de fonctionnement.

[2] Le budget de fonctionnement de la commune peut présenter un excédent de charges admissible, à concurrence maximale du montant de la réserve conjoncturelle disponible.

[3] En cas de solde insuffisant de la réserve conjoncturelle, le budget de fonctionnement de la commune peut présenter un excédent de charges admissible à concurrence maximale de ses amortissements.

[4] Dans tous les cas, l'excédent de charges doit être couvert par le capital propre.

[5] Le règlement fixe les conditions d'application.

[6] Lorsqu'une commune refuse, sans raison valable, de se conformer aux règles fixées par les alinéas 2 à 4, le Conseil d'Etat, par arrêté, prévoit la couverture, soit en réduisant lui-même les charges qui lui paraissent susceptibles de réduction, soit en proposant au Grand Conseil d'augmenter les centimes additionnels communaux.

Art. 121, al. 2 (nouvelle teneur)

[2] Le plan financier quadriennal a pour objectif le pilotage des finances communales à moyen terme. Il sert de cadre à l'élaboration des projets de budgets annuels et des nouveaux crédits d'investissement. Il contient notamment :

a) une vue d'ensemble sur les charges et les revenus du compte de résultats;
b) une récapitulation des investissements;
c) une estimation des besoins financiers et des possibilités de financement;
d) une vue d'ensemble sur l'évolution du patrimoine et de l'endettement, comprenant également une estimation de l'évolution de la réserve conjoncturelle.

Art. 122 (nouvelle teneur)

[1] Lorsque le budget comporte un excédent de charges non couvert par la réserve conjoncturelle, le plan financier quadriennal doit démontrer un retour à l'équilibre budgétaire dans un délai de 4 ans.

[2] Dans le cas mentionné à l'alinéa 1, le plan financier est transmis au conseil municipal pour information et soumis pour approbation au département.

Art. 130, al. 8 (nouveau)

Modification du … (à compléter)

[8] Pour le premier exercice budgétaire suivant l'entrée en vigueur de la modification du … *(à compléter)*, à savoir l'exercice budgétaire 2027, la réserve conjoncturelle prévue à l'article 104A est constituée au 1er janvier 2026 par un montant attribué par les commues après l'adoption par le conseil municipal d'une délibération approuvée par le Conseil d'Etat avant le 31 décembre 2026.

Art. 131, al. 1 (nouvelle teneur) et al. 4 (nouveau, l'al. 4 ancien devenant l'al. 5)

[1] En dérogation aux articles 115 et 122, les communes peuvent présenter un budget comportant un excédent de charges à compter du budget 2020, pour une durée maximale de 8 exercices budgétaires.

[4] En cas d'exercice déficitaire, la réserve conjoncturelle est utilisée à concurrence des pertes réalisées qui excèdent la limite de déficit admissible au sens de l'alinéa 2 du présent article.

Art. 2 Entrée en vigueur

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

RAPPORT DE LA MAJORITÉ

Rapport de Grégoire Carasso

Introduction

Le 20 novembre 2025, alors que les relations entre le Conseil d'Etat et l'ACG ne sont pas exactement au beau fixe, le Grand Conseil décide (majorité PLR-UDC-MCG-LC) une fois encore de tergiverser – ou instrumentaliser, selon les points de vue – en renvoyant ce projet de loi de 2024 à la commission des finances (ci-après la commission)[1]. Celle-ci fera de même jusqu'à l'automne 2026, avant de lier son sort à l'étude du budget 2027 et aux projets de report de charges sur les communes[2]. La commission a donc réexaminé ce projet de loi portant sur la création de réserves conjoncturelles dans les communes lors de ses séances des 14 et 21 janvier, 6 mai, 2 septembre, 7 et 28 octobre 2026, sous la présidence de M^me^ Emilie Fernandez puis celle de M^me^ Caroline Marti. Les procès-verbaux ont été pris par M. Aurèle Dupuis et la commission a été assistée dans ses travaux par son secrétaire scientifique, M. Raphaël Audria, puis par le sautier, M. Laurent Koelliker. Que toutes ces personnes soient chaleureusement remerciées du soutien apporté.

Résumé des enjeux

Pour la majorité (de la majorité) de la commission, le principe de la création de réserves conjoncturelles pour les communes est important et constitue, sur le fond, l'un des rares objets faisant consensus entre le Conseil d'Etat et l'ACG. Les citations suivantes, issues du précédent rapport, en attestent. « Le canton, étant lui-même doté depuis plusieurs années d'une réserve conjoncturelle prévue dans la Constitution, a estimé qu'il n'existait pas de raison objective de ne pas offrir aux communes les mêmes possibilités. »[3]. « Ce que les communes constatent à l'usage – et en tant que magistrate communale pendant 15 ans, elle a pu constater que même sa modeste commune n'a pas fait exception – c'est une grande difficulté à atteindre l'équilibre au moment de l'élaboration du budget, puis des comptes très excédentaires, ce qui entraîne un sentiment de frustration puisqu'une certaine souplesse aurait permis de réaliser des projets

1 Voir PL 13507-A.
2 Voir PL 13663 (péréquation) et PL 13847 (TPG).
3 Nathalie Fontanet, présidente du Conseil d'Etat, commission des finances, 9 avril 2025 (voir PL 13507-A, p. 38).

qui ont dû être abandonnés. »[4]. « Les communes appellent de leur vœu ce projet depuis fort longtemps. Les départements ont été pris par les délais, c'est vrai, car le Conseil d'Etat souhaitait que ça puisse entrer en vigueur en 2025. »[5]. « Un consensus a désormais été trouvé entre les communes, et (…) le vote s'est déroulé de manière claire. L'ensemble des communes concernées sont désormais alignées sur ce projet. »[6].

Pour une minorité de la commission (MCG-UDC), qui brille par son inexistence dans les exécutifs municipaux – sauf le respect dû à l'élu UDC de Corsier, le principe même d'une réserve conjoncturelle s'apparente à un oreiller de paresse. Dans cette vision très conservatrice des finances publiques, la position du MCG suscite aux yeux de la majorité une perplexité réelle, dans la mesure où ce mouvement se singularise à Genève par son authentique et rigoureuse capacité à soutenir toutes les baisses d'impôts et, avec la même passion, toutes les hausses de charges de fonctionnement – pas exactement un modèle de rigueur financière…

Enfin, pour une minorité (de la majorité) de la commission qui se reconnaîtra, ce projet de loi lui inspire sur le fond une sincère réserve… qu'elle semble toutefois prête à lever pour mieux charger ensuite les communes en matière de report.

Résumé des séances des 4 et 21 janvier, 6 mai, 2 septembre, 2 et 28 octobre 2026

Avec une volonté explicite et assumée (PLR) de lier le vote de ce PL aux futurs travaux budgétaires cantonaux, la commission décide en janvier 2026 de geler l'objet (majorité PLR-UDC-MCG-LC) et de meubler dans l'intervalle, notamment en assistant à une présentation du département des finances sur les recettes fiscales des communes (demande d'un député Ve, voir annexe 1).

La reprise des travaux en septembre 2026 sur l'objet (opposition de deux députés PLR) n'apporte, soulignons-le par honnêteté intellectuelle, pas l'ombre d'un élément matériel nouveau sur la question de la création de réserves conjoncturelles pour les communes. L'ACG, auditionnée une nouvelle fois en octobre 2026, ne s'en cachera pas (voir annexe 2).

---

4 Carole-Anne Kast, conseillère d'Etat, commission des finances, 4 septembre 2024 (voir PL 13507-A, p. 38).

5 Nathalie Fontanet, présidente du Conseil d'Etat, commission des finances, 25 septembre 2024 (voir PL 13507-A, p. 38).

6 Karine Bruchez, présidente en 2024 de l'ACG et maire d'Hermance, commission des finances, 25 septembre 2024 (voir PL 13507-A, p. 38).

Discussion et votes

Les députés S, Ve, LC et LJS indiquent qu'ils sont toujours en faveur de ce PL et renvoient pour le surplus à leurs arguments étayés dans le précédent rapport (voir PL 13507-A).

La même cohérence est rappelée par les députés MCG et UDC qui refusent, au nom de la rigueur budgétaire, d'offrir aux communes un tel « oreiller de paresse ».

Un député PLR explique qu'à ses yeux, la réserve conjoncturelle est « un package » lié aux reports de charges sur les communes. Son groupe est par principe défavorable à la création d'une réserve conjoncturelle, car il est inquiet de donner de la marge de manœuvre, qui va être utilisée ensuite par les communes. Cela étant, le PLR soutiendra le PL 13507-A, qui doit aller avec un soutien au PL 13663 (report de charges péréquation).

1er débat

La présidente met aux voix l'entrée en matière du PL 13507-A :

Oui : 11 (3 S, 2 Ve, 1 LJS, 4 PLR, 1 LC)
Non : 4 (2 MCG, 2 UDC)
Abstentions : –

L'entrée en matière est acceptée.

2e débat

La présidente met aux voix l'amendement général du Conseil d'Etat (voir annexe 3) :

Oui : 11 (3 S, 2 Ve, 1 LJS, 4 PLR, 1 LC)
Non : –
Abstentions : 4 (2 MCG, 2 UDC)

L'amendement général est accepté.

3e débat

La présidente met aux voix l'ensemble du PL 13507-A ainsi amendé :

Oui : 11 (3 S, 2 Ve, 1 LJS, 4 PLR, 1 LC)
Non : 4 (2 MCG, 2 UDC)
Abstentions : –

Le PL 13507-A, tel qu'amendé, est accepté.

ANNEXE 1

Projet de loi 13663

Les finances du canton vs les finances des communes

Commission des finances
6 mai 2026

Objectifs de la présentation du jour

- Comparer l'évolution des recettes fiscales du canton et des communes entre 2019 et 2025
- Comparer l'évolution des revenus fiscaux et non fiscaux du canton et des communes entre 2019 et 2024
- Comparer l'évolution des charges du canton et des communes entre 2019 et 2024
- Comparer le fortune de canton et des communes en 2024
- Montrer que les finances des communes sont dans une situation plus favorable que celles du canton

Sources :

- AFC / DGFE
- https://www.ge.ch/informations-financieres-communes-genevoises
- ACG

Les revenus fiscaux du canton

- Impôts sur le revenu et la fortune des personnes physiques
- Taxe personnelle
- Impôts sur le bénéfice et le capital des personnes morales
- Impôts liés à l'immobilier
- Droits de succession et donations
- Impôts sur les véhicules routiers et bateaux
- Impôts sur les casinos, chiens
- Parts cantonales à des impôts fédéraux (IFD, IA, BEPS, TEO)

3

La fiscalité communale dans le canton de Genève

La LCP (2ème partie) prévoit que les communes prélèvent :

- un impôt communal, sous forme de centimes additionnels applicables en supplément :
  1. aux impôts cantonaux sur le revenu et la fortune des personnes physiques et sur le bénéfice net et le capital des personnes morales;
  2. à l'impôt sur les chiens
- 28.5 centimes supplémentaires sur le bénéfice des PM (en remplacement de la TPC depuis l'exercice 2024) répartis en fonction des places de travail

De plus, les communes reçoivent depuis 2020 :

- Une part de la rétrocession de l'IFD
- La contribution prélevée sur la masse salariale pour l'accueil préscolaire (pas de la fiscalité au sens strict)

4

Évolution comparée des recettes fiscales de 2019 à 2025

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Var 2019-2025 en mios	Var 2019-2025 en %
Total communes	1'877.9	1'838.5	1'955.5	2'230.0	2'312.7	2'369.6	2'267.5	**389.6**	**21%**
Canton	7'333.7	7'388.2	7'834.1	9'157.7	9'627.5	9'268.3	9'027.5	**1'693.8**	**23%**
Ratio	3.9	4.0	4.0	4.1	4.2	3.9	4.0		

Voir tableau annexe

5

Focus sur la taxe professionnelle communale (->2023) et les centimes complémentaires (depuis 2024)

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Var 2019-2025 en mios	Var 2019-2025 en %
Total communes	185.8	195.6	190.1	207.6	213.6	264.5	251.9	**66.1**	**36%**

6

Les revenus non fiscaux du canton

en mio	2023	2024	2025
Subventions reçues	379	409	437
Prestations de services et livraisons, taxes	378	399	394
Péréquation et parts à des revenus	194	204	191
Amendes et contraventions	192	118	114
Actifs saisis	66	11	6
Produits d'intérêts	166	148	173
Rétrocession de la Banque nationale suisse			145
Dividendes et autres rétrocessions	79	94	77
Dédommagements	112	118	131
Remboursements	81	82	70
Restitution de subventions : ménages privés	29	27	34
Restitution de subventions : entités	4	12	7
Autres revenus non fiscaux	47	38	48
Revenus non fiscaux	**1'727**	**1'660**	**1'827**
Revenus fiscaux	**9'627**	**9'268**	**9'028**
Revenus non fiscaux en % du total	**15%**	**15%**	**17%**

7

Les revenus non fiscaux des communes

Revenu non fiscaux des communes	2022	2023	2024
Revenus non fiscaux en % du total	**779.3**	**796.7**	**734.7**
Total sans péréquation	**736.5**	**736.7**	**661.4**
Revenus fiscaux	**2'230.0**	**2'312.7**	**2'369.6**
Revenus non fiscaux en % du total	**25%**	**24%**	**22%**

- Revenus du patrimoine financier (loyers, intérêts)
- Amendes
- Prestations de services
- Redevances SIG
- Subventions
- etc.

8

Évolution comparée des charges de 2019 à 2024

Voir tableau annexe

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Var 2019-2025 en mios	Var 2019-2025 en %
Total communes	**2'193.3**	**2'290.5**	**2'352.2**	**2'597.8**	**2'652.8**	**2'864.1**	**670.8**	**31%**
Canton	**8'710.6**	**9'499.3**	**9'981.5**	**9'854.1**	**10'083.4**	**10'459.1**	**1'748.5**	**20%**
Ratio	4.0	4.1	4.2	3.8	3.8	3.7		

Voir tableau annexe

9

Zoom sur les charges contraintes dynamiques du canton

		B2019	B2020	B2021	B2022	B2023	B2024	B2025	B2026	Var 2019-2025 en mios	Var 2019-2025 en %
l des charges	**Total**	**8'589**	**9'130**	**9'363**	**9'296**	**9'985**	**10'375**	**10'892**	**11'329**	**2'740**	**32%**
		-	-	-	-	-	-	-	-		
harges de transferts	C Cohésion sociale	1'934	2'128	2'256	2'296	2'456	2'607	2'822	2'974	1'040	54%
harges de transferts	K Santé	1'196	1'275	1'324	1'352	1'453	1'555	1'613	1'649	453	38%
harges de transferts	M Mobilité	310	358	393	379	412	415	503	554	244	79%
harges de transferts	Péréquation fédérale	403	384	326	308	330	364	417	546	143	35%
	Total	**3'844**	**4'144**	**4'299**	**4'335**	**4'650**	**4'942**	**5'354**	**5'723**	1'880	49%
	Ratio	45%	45%	46%	47%	47%	48%	49%	51%		

10

Zoom sur les charges contraintes dynamiques des communes

GIAP : obligation légale de recevoir tous les enfants

mio	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Var 2019-2024 en mios	Var 2019-2024 en %
Total communes	56.9	60.1	63.7	67.0	75.3	80.2	**23.3**	**41%**

Crèche : pas d'obligation, mais incitation légale à ouvrir des places

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Var 2019-2025 en mios	Var 2019-2025 en %
Nombre de places SPE-PE	6'031	6'167	6'496	6'679	6'992	7'220	7'420	1'389	23%
Nombre de places SPE-PR	1'543	1'520	1'555	1'588	1'569	1'574	1'572	29	2%

11

La situation financière des communes

Tableaux en annexe :

- Fortune nette
- Détail du bilan, actif et passif

12

Revenus fiscaux en millions : nature 40 + parts fédérales - rétrocession F

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Var 2019-2025 en mios	Var 2019-2025 en %
Aire-la-Ville	3.6	3.4	2.9	3.1	3.5	3.4	2.6	-1.0	-29%
Anières	17.9	19.0	17.5	19.5	25.2	15.8	21.3	3.4	19%
Avully	4.3	3.7	4.3	4.3	4.3	4.0	3.5	-0.7	-17%
Avusy	4.4	3.9	4.1	3.9	4.3	4.2	4.5	0.1	2%
Bardonnex	5.9	5.4	5.5	6.5	7.0	6.6	6.1	0.2	3%
Bellevue	13.8	13.4	13.0	15.5	13.3	18.8	20.5	6.8	49%
Bernex	26.1	25.0	25.8	30.0	29.8	31.9	29.5	3.4	13%
Carouge	84.8	84.3	96.0	105.2	93.1	122.1	99.6	14.8	17%
Cartigny	2.5	2.4	3.4	3.1	3.4	2.6	2.6	0.1	4%
Céligny	2.0	7.9	2.6	2.1	2.0	3.7	25.0	23.0	1126%
Chancy	3.7	3.2	4.2	4.4	4.5	4.0	4.0	0.4	10%
Chêne-Bougeries	38.9	40.8	39.8	89.3	91.3	86.5	96.4	57.6	148%
Chêne-Bourg	19.0	17.9	20.2	23.3	21.7	22.9	22.6	3.7	19%
Choulex	6.8	4.7	5.1	5.1	5.6	7.1	9.8	3.0	43%
Collex-Bossy	4.1	4.2	4.5	4.8	5.0	4.2	4.1	-0.0	-1%
Collonge-Bellerive	30.1	31.0	29.5	36.7	41.8	29.4	45.2	15.2	50%
Cologny	60.3	63.8	62.3	45.9	49.7	49.6	55.9	-4.4	-7%
Confignon	12.4	12.8	14.2	15.6	16.6	14.5	13.2	0.8	7%
Corsier	7.0	9.0	8.0	15.9	34.1	32.8	12.9	5.8	83%
Dardagny	4.4	4.1	4.8	4.8	5.8	4.7	4.7	0.3	7%
Genève	918.6	869.2	908.7	1'048.3	1'107.5	995.6	998.0	79.5	9%
Genthod	9.6	11.0	12.3	9.1	8.2	15.9	7.1	-2.6	-27%
Grand-Saconnex	38.3	39.2	37.7	31.7	37.2	37.9	35.6	-2.8	-7%
Gy	2.2	2.9	2.0	1.3	2.1	1.6	1.2	-1.0	-44%
Hermance	4.2	3.9	4.8	4.6	4.6	5.3	5.9	1.7	41%
Jussy	6.7	4.6	6.1	6.2	4.7	9.5	7.0	0.3	4%
Laconnex	1.6	2.3	1.7	1.7	1.6	1.7	1.6	-0.1	-4%
Lancy	98.1	104.7	125.4	133.4	117.0	147.8	125.8	27.7	28%
Meinier	5.6	5.3	6.2	7.4	6.9	8.1	6.8	1.1	20%
Meyrin	91.5	89.1	104.8	129.5	134.8	165.3	143.4	51.9	57%
Onex	40.5	38.7	43.0	44.9	47.0	47.3	44.1	3.5	9%
Perly-Certoux	9.5	8.9	7.6	7.9	7.5	8.5	7.9	-1.5	-16%
Plan-les-Ouates	57.9	59.5	76.9	85.9	81.8	81.3	93.5	35.6	62%
Pregny-Chambésy	12.4	10.7	11.7	11.4	16.4	14.4	15.3	3.0	24%
Presinge	2.1	2.3	3.7	1.5	2.9	3.5	1.9	-0.1	-7%
Puplinge	6.6	7.1	7.1	6.5	7.4	7.7	7.2	0.6	10%
Russin	3.4	5.1	3.1	3.5	3.9	3.9	2.5	-0.9	-27%
Satigny	22.2	18.7	21.6	25.0	21.4	24.9	22.3	0.1	1%
Soral	2.1	2.6	2.2	2.4	2.5	2.4	2.5	0.4	19%
Thônex	33.7	34.4	36.2	36.1	42.5	47.0	42.6	8.9	26%
Troinex	6.6	8.1	7.7	8.6	9.0	8.0	9.9	3.2	49%
Vandoeuvres	11.0	12.5	13.1	12.5	13.5	14.1	27.3	16.3	148%
Vernier	81.7	78.5	83.1	102.0	100.3	179.0	102.9	21.2	26%
Versoix	32.5	30.4	31.7	38.4	38.7	38.0	40.2	7.8	24%
Veyrier	27.0	29.0	29.4	31.2	31.3	31.9	30.5	3.5	13%
Total communes	**1'877.9**	**1'838.5**	**1'955.5**	**2'230.0**	**2'312.7**	**2'369.6**	**2'267.5**	**389.6**	**21%**
Canton	**7'333.7**	**7'388.2**	**7'834.1**	**9'157.7**	**9'627.5**	**9'268.3**	**9'027.5**	**1'693.8**	**23%**
Ratio	3.9	4.0	4.0	4.1	4.2	3.9	4.0		

Evolution des charges en millions : nature 3 - rétrocession F

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Var 2019-2024 en mios	Var 2019-2024 en %
Aire-la-Ville	3.6	4.0	3.4	5.0	5.7	5.8	2.2	60%
Anières	18.5	22.1	25.3	50.5	27.9	25.3	6.9	37%
Avully	4.5	5.2	4.7	5.3	4.9	5.6	1.1	25%
Avusy	5.2	5.0	4.5	5.4	5.1	5.6	0.4	7%
Bardonnex	6.1	6.5	6.1	8.1	8.9	8.7	2.6	43%
Bellevue	12.1	14.5	13.9	15.6	15.2	18.8	6.8	56%
Bernex	33.6	34.5	34.3	37.9	40.5	43.2	9.6	29%
Carouge	98.6	103.1	116.7	136.9	125.4	155.8	57.2	58%
Cartigny	3.3	3.2	3.1	3.9	4.5	3.8	0.5	17%
Céligny	3.1	7.6	3.4	3.6	3.6	4.9	1.8	58%
Chancy	4.4	4.1	4.4	6.5	5.1	5.4	1.1	25%
Chêne-Bougeries	38.8	39.5	41.9	69.7	68.0	72.5	33.7	87%
Chêne-Bourg	25.0	25.5	26.5	31.5	30.0	31.0	6.0	24%
Choulex	5.1	4.6	5.1	5.3	5.8	6.0	0.9	18%
Collex-Bossy	4.7	4.3	4.5	5.2	4.9	5.2	0.5	11%
Collonge-Bellerive	33.8	44.1	46.0	45.6	44.9	40.3	6.5	19%
Cologny	69.2	61.9	75.7	57.5	63.5	51.9	-17.3	-25%
Confignon	15.4	15.4	16.5	18.2	17.8	17.5	2.1	14%
Corsier	7.2	9.5	9.2	16.1	32.9	34.9	27.7	386%
Dardagny	4.8	5.2	5.7	7.1	7.1	6.7	1.8	38%
Genève	1'122.9	1'197.3	1'200.2	1'232.4	1'301.2	1'346.0	223.1	20%
Genthod	11.8	10.9	11.0	15.9	13.0	19.1	7.3	62%
Grand-Saconnex	41.3	38.9	43.3	48.0	44.7	47.2	5.9	14%
Gy	2.7	2.7	2.2	2.8	2.8	3.0	0.3	10%
Hermance	3.9	4.5	8.4	5.8	5.0	5.2	1.3	34%
Jussy	6.3	5.8	5.5	7.4	6.7	10.3	4.0	63%
Laconnex	2.1	2.1	2.2	3.6	2.2	2.6	0.6	27%
Lancy	118.2	121.5	125.7	144.6	167.2	192.4	74.2	63%
Meinier	7.1	6.9	7.5	8.6	8.9	10.0	2.9	40%
Meyrin	105.4	106.7	114.5	129.5	130.4	153.7	48.3	46%
Onex	56.7	52.3	54.2	55.3	63.0	69.1	12.3	22%
Perly-Certoux	10.4	10.3	10.3	12.2	10.1	11.8	1.4	13%
Plan-les-Ouates	67.5	66.8	67.4	108.1	105.3	105.5	38.1	56%
Pregny-Chambésy	13.3	13.8	13.6	16.0	16.8	17.8	4.5	34%
Presinge	3.1	3.4	3.8	4.2	3.9	4.4	1.2	40%
Puplinge	7.3	8.2	7.4	8.2	9.1	10.5	3.2	44%
Russin	1.7	2.0	2.0	3.1	2.7	3.0	1.4	80%
Satigny	22.7	22.4	23.2	25.5	25.3	29.0	6.4	28%
Soral	2.2	2.4	2.2	2.8	3.0	2.6	0.4	16%
Thônex	40.8	41.9	42.9	53.5	51.2	62.6	21.8	54%
Troinex	9.5	9.6	9.7	11.2	15.8	13.9	4.3	46%
Vandoeuvres	10.4	11.7	11.6	12.9	14.0	13.5	3.1	30%
Vernier	110.6	110.2	115.3	133.4	135.1	198.5	87.9	79%
Versoix	41.0	39.4	39.2	41.2	42.8	45.8	4.7	12%
Veyrier	33.5	33.0	34.7	38.2	37.5	38.1	4.5	14%
Total communes	**2'249.3**	**2'344.2**	**2'409.2**	**2'659.1**	**2'739.5**	**2'964.5**	**715.2**	**32%**
Hors péréquation	**2'193.3**	**2'290.5**	**2'352.2**	**2'597.8**	**2'652.8**	**2'864.1**	**670.8**	**31%**
Canton	**8'710.6**	**9'499.3**	**9'981.5**	**9'854.1**	**10'083.4**	**10'459.1**	**1'748.5**	**20%**
Ratio	4.0	4.1	4.2	3.8	3.8	3.7		

DETTE NETTE - (FORTUNE NETTE) en francs au 31.12.N

Soit les capitaux de tiers déduction faite du patrimoine financier.
FORMULE : (20 - 2068 - 10)

COMMUNES	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Aire-la-Ville	-2'873'438	-4'459'364	-4'940'142	-3'746'508	-4'023'486	-7'997'092	-9'969'302
Anières	-175'872'204	-192'992'385	-202'553'102	-205'487'074	-178'579'665	-183'275'558	-187'442'667
Avully	-37'390'306	-39'351'171	-39'315'615	-40'881'893	-45'785'349	-48'116'699	-49'767'533
Avusy	-8'144'051	-9'616'721	-10'773'312	-11'593'040	-11'969'316	-12'871'628	-14'534'962
Bardonnex	-12'045'314	-12'305'308	-9'561'027	-10'450'937	-9'915'071	-10'863'694	-6'994'035
Bellevue	-11'132'397	-8'100'126	-12'543'435	-12'117'241	-14'349'623	-10'691'173	-7'116'011
Bernex	-14'368'895	-16'537'903	-17'123'026	-18'232'467	-18'895'365	-11'962'335	-12'696'280
Carouge	10'256'736	21'933'700	42'767'551	34'794'579	14'209'217	10'316'987	-3'430'436
Cartigny	-10'505'001	-9'535'922	-9'811'185	-11'308'049	-10'630'592	-11'480'290	-11'436'064
Céligny	-22'643'315	-22'933'112	-25'284'589	-25'555'593	-29'333'440	-29'579'447	-30'768'964
Chancy	-15'243'124	-16'345'256	-17'752'564	-18'391'735	-15'643'624	-15'697'907	-16'988'012
Chêne-Bougeries	-141'370'950	-146'078'575	-150'073'344	-155'698'539	-194'405'004	-207'865'974	-192'545'108
Chêne-Bourg	-28'931'518	-32'651'080	-30'990'179	-34'246'042	-37'426'316	-36'339'248	-40'144'254
Choulex	-7'288'582	-8'920'123	-6'426'275	-5'977'180	-7'429'340	-7'500'865	-10'053'969
Collex-Bossy	-17'908'102	-19'437'869	-20'063'237	-20'914'857	-21'124'597	-22'537'495	-22'915'175
Collonge-Bellerive	-147'499'974	-144'811'184	-146'636'308	-137'398'116	-148'684'034	-161'215'371	-152'339'501
Cologny	-237'655'874	-243'592'837	-265'346'186	-284'202'604	-297'628'798	-259'128'372	-262'117'050
Confignon	9'049'576	7'151'635	5'560'479	3'183'610	-714'176	-4'524'262	-5'414'555
Corsier	-9'697'975	-11'979'579	-13'083'583	-13'211'001	-16'552'355	-30'922'165	-33'638'030
Dardagny	-42'776'713	-44'399'428	-44'987'217	-44'510'964	-47'266'743	-48'924'390	-51'325'756
Genève	-1'575'909'328	-1'507'957'667	-1'411'876'651	-1'478'381'993	-1'774'218'589	-1'904'577'482	-1'801'242'966
Genthod	-76'224'939	-75'133'013	-76'959'024	-79'350'739	-79'474'962	-78'292'262	-79'825'788
Grand-Saconnex	-16'168'355	-15'248'055	-22'347'217	-30'495'496	-40'297'054	-45'589'361	-51'447'074
Gy	-8'159'895	-9'166'273	-10'640'737	-11'099'329	-11'055'179	-11'744'591	-12'228'622
Hermance	-9'341'435	-8'859'643	-7'577'694	-16'522'427	-16'849'764	-17'877'770	-19'676'764
Jussy	-14'564'887	-15'092'286	-14'174'645	-14'902'760	-13'731'983	-14'599'078	-17'465'353
Laconnex	-14'161'950	-14'080'332	-14'302'503	-14'208'790	-13'489'131	-12'967'229	-12'897'490
Lancy	-237'103'555	-236'155'065	-249'462'062	-267'465'230	-277'332'557	-287'520'283	-316'945'001
Meinier	-1'408'004	1'484'495	5'847'242	10'410'124	9'325'587	7'877'207	5'678'067
Meyrin	-67'524'025	-57'846'063	-66'511'300	-72'799'563	-84'759'005	-110'698'893	-143'855'166
Onex	9'535'854	6'670'637	1'256'292	-10'061'184	-20'103'300	-29'583'331	-36'666'374
Perly-Certoux	-15'086'871	-31'963'190	-33'181'771	-33'435'019	-35'876'144	-37'082'968	-39'271'474
Plan-les-Ouates	-294'235'301	-301'267'196	-313'563'223	-335'826'254	-341'769'055	-355'834'127	-366'713'918
Pregny-Chambésy	-92'793'519	-93'000'581	-92'745'000	-94'307'360	-101'881'707	-105'477'777	-109'866'215
Presinge	-51'485'800	-51'734'757	-52'519'675	-54'336'530	-53'543'018	-54'644'259	-56'153'425
Puplinge	-14'906'255	-10'747'683	-10'311'746	-8'465'349	-7'921'890	-8'204'678	-7'570'471
Russin	-11'136'354	-12'925'654	-15'970'058	-16'962'562	-17'948'362	-18'866'462	-20'637'627
Satigny	-26'857'342	-24'288'923	-23'331'709	-26'507'014	-27'988'232	-15'389'114	-2'866'059
Soral	-15'728'129	-16'808'309	-18'008'053	-19'138'665	-21'261'109	-22'246'688	-23'382'720
Thônex	-85'395'226	-69'103'280	-41'204'727	-15'033'453	-4'307'496	-12'268'009	-22'002'931
Troinex	-37'838'193	-38'056'739	-39'635'611	-39'977'579	-38'410'623	-33'126'099	-27'267'795
Vandoeuvres	-83'343'436	-87'149'241	-91'658'701	-97'564'496	-109'232'379	-106'506'177	-108'432'199
Vernier	23'243'969	52'287'720	60'313'730	61'339'819	34'874'320	17'829'727	-20'167'980
Versoix	-26'041'869	-21'128'833	-17'139'992	-17'702'306	-25'844'297	-35'550'474	-39'941'528
Veyrier	-13'434'674	-9'284'810	-12'854'139	-17'659'233	-21'841'029	-22'977'330	-19'851'053
Total	**-3'680'110'941**	**-3'601'517'349**	**-3'547'495'270**	**-3'716'399'040**	**-4'191'084'631**	**-4'427'094'486**	**-4'472'335'588**
Total sans Genève	**-2'104'201'613**	**-2'093'559'682**	**-2'135'618'619**	**-2'238'017'047**	**-2'416'866'042**	**-2'522'517'004**	**-2'671'092'622**

Bilan 2024

Communes									Actif								
	10	100	101	102	104	106	107	108	109	14	140	142	144	145	146	148	Actif
Aire-la-Ville	17'395'452.78	4'648'960.56	4'248'921.55	0.00	3'785.80	0.00	404'120.00	7'648'077.97	441'586.90	16'384'882.50	9'705'093.31	0.00	5'823'857.10	1'247'832.85	334'537.00	-726'437.76	**33'780'335.28**
Anières	209'619'278.48	12'764'431.65	7'502'532.68	0.00	747'579.21	948'160.78	116'982'077.23	70'413'372.83	261'124.10	50'294'818.24	47'388'298.50	835'531.30	0.00	5'147'591.00	4'212'282.00	-7'288'884.56	**259'914'096.72**
Avully	54'109'018.03	17'971'737.16	1'561'758.06	0.00	80'993.50	0.00	3'513'390.00	30'942'562.81	38'576.50	1'067'739.97	331'289.97	-128'000.00	0.00	864'450.00	0.00	0.00	**55'176'758.00**
Avusy	35'354'934.09	4'402'994.18	1'609'474.39	0.00	253'918.20	0.00	939'165.00	28'040'115.17	109'267.15	6'531'789.63	6'804'718.72	75'713.85	0.00	581'340.40	613'194.66	-1'543'178.00	**41'886'723.72**
Bardonnex	26'430'395.73	9'228'953.94	2'765'803.93	0.00	226'603.29	6'465.15	683'242.67	13'519'326.75	0.00	22'562'808.88	21'526'427.24	605'783.33	0.00	3'614'411.30	681'836.70	-3'865'649.69	**48'993'204.61**
Bellevue	36'758'653.55	8'736'082.59	3'801'870.61	0.00	325'233.65	0.00	518'160.00	23'268'594.65	108'712.05	63'363'582.62	66'384'526.06	35'527.67	25'000.00	3'586'446.60	3'327'822.78	-9'995'740.49	**100'122'236.17**
Bernex	41'257'086.05	9'058'720.48	15'075'104.36	0.00	2'404'231.21	190'586.30	2'312'241.33	12'216'202.37	0.00	54'579'266.06	47'106'334.09	806'628.30	0.00	5'206'449.75	3'228'168.97	-1'768'315.05	**95'836'352.11**
Carouge	135'701'805.32	3'720'499.81	47'529'061.53	0.00	6'285'011.59	0.00	3'555'639.45	74'439'356.59	672'236.35	180'518'908.17	222'036'472.56	3'681'537.07	700'001.00	6'039'552.35	10'820'639.18	-62'799'263.99	**316'220'713.49**
Cartigny	23'236'058.48	1'264'776.19	1'034'943.36	203'260.00	129'014.65	0.00	7'385'464.40	13'163'720.68	54'879.20	4'381'318.77	3'196'131.50	92'639.20	0.00	754'273.40	338'274.67	0.00	**27'617'377.25**
Céligny	42'384'829.95	9'314'777.84	1'555'051.11	0.00	15'261.15	9'284.00	3'151'800.00	28'311'073.45	27'582.40	3'915'460.23	2'970'037.11	0.00	0.00	546'479.80	490'643.32	-91'700.00	**46'300'290.18**
Chancy	45'486'074.61	3'386'781.01	1'110'256.56	0.00	238'002.25	0.00	1'312'100.00	39'309'636.44	129'298.35	14'072'404.37	13'051'419.04	0.00	0.00	711'102.00	309'883.33	0.00	**91'558'478.98**
Chêne-Bougeries	258'312'664.89	38'205'565.10	35'382'961.43	19'917'596.46	2'186'103.90	0.00	5'474'865.42	155'246'166.50	1'899'406.08	117'013'605.39	90'846'352.68	647'867.94	0.00	22'965'368.10	4'223'750.33	-1'669'733.66	**375'326'270.28**
Chêne-Bourg	44'058'335.71	6'640'702.26	10'674'308.90	0.00	2'415'607.77	0.00	1'179'630.00	23'148'086.78	0.00	31'420'661.85	44'436'293.26	0.00	0.00	4'818'947.70	1'992'291.00	-19'826'870.11	**75'478'997.56**
Choulex	15'457'171.70	5'791'673.89	2'766'216.85	0.00	130'539.40	0.00	228'735.00	6'534'439.91	5'566.65	15'956'315.46	3'324'264.18	0.00	0.00	12'443'613.90	188'437.38	0.00	**31'413'487.16**
Collex-Bossy	25'376'888.15	1'827'265.21	1'741'899.48	0.00	229'890.43	0.00	800'585.00	20'711'473.28	65'774.75	2'768'165.31	3'182'963.26	0.00	0.00	490'451.00	1'394'751.05	-2'300'000.00	**28'145'053.46**
Collonge-Bellerive	168'220'281.00	16'314'880.47	15'832'026.64	0.00	1'613'396.24	15'550.95	3'062'274.55	130'887'073.55	495'078.60	61'000'840.11	64'905'617.16	0.00	0.00	46'212'694.49	20'674'522.66	-70'791'994.20	**229'221'121.11**
Cologny	267'045'346.06	34'748'917.20	27'988'953.33	0.00	392'903.80	0.00	32'206'044.58	171'147'718.00	560'809.15	66'110'650.35	61'864'832.75	182'662.51	6'500'001.00	1'570'201.00	9'327'491.05	-15'334'527.96	**333'155'996.41**
Confignon	22'912'550.08	8'404'272.83	5'857'300.77	1'500.00	1'006'509.43	0.00	642'556.00	7'000'411.05	0.00	26'054'807.53	20'378'563.84	701'739.67	0.00	3'954'497.03	1'020'006.99	0.00	**48'967'357.61**
Corsier	100'788'526.80	42'355'429.21	10'667'865.96	0.00	278'756.88	35'802.00	73'895.00	47'376'777.75	0.00	12'032'842.03	22'855'506.65	225'808.13	0.00	587'878.00	1'509'148.41	-13'145'499.16	**112'821'368.83**
Dardagny	60'056'803.62	10'305'640.87	1'493'348.21	0.00	273'153.84	0.00	1'222'780.00	52'602'252.90	159'627.80	9'675'312.54	8'571'327.08	0.00	0.00	806'475.00	523'625.91	-226'115.45	**75'732'116.16**
Genève	3'807'280'784.61	4'533'450.03	333'951'500.51	0.00	36'140'478.35	3'274'475.94	158'748'594.99	3'268'863'019.31	1'769'265.48	1'501'196'021.35	1'248'235'758.32	11'093'249.93	1'084'813.08	207'250'263.59	33'531'936.43	0.00	**5'308'476'805.96**
Genthod	86'526'726.09	13'172'153.91	7'690'576.22	10'000'000.00	605'940.58	4'000.00	2'864'161.00	51'933'030.46	256'863.92	31'192'011.47	28'178'975.24	0.00	0.00	1'285'111.00	4'490'417.23	-2'762'492.00	**117'718'737.56**
Grand-Saconnex	89'959'855.37	21'236'160.76	10'087'274.36	0.00	1'462'700.85	33'497.65	1'439'220.00	54'067'040.61	1'633'961.14	62'056'759.28	74'814'989.13	468'260.91	0.00	3'336'470.30	2'437'038.94	-19'000'000.00	**152'016'614.65**
Gy	27'552'777.59	2'437'482.14	953'839.35	0.00	71'065.10	0.00	993'990.00	23'044'000.00	52'401.00	1'872'327.16	1'617'977.16	0.00	0.00	236'450.00	17'900.00	0.00	**29'425'104.75**
Hermance	36'544'467.65	11'082'574.52	2'141'612.29	0.00	317'145.51	0.00	321'045.00	22'496'179.38	185'910.95	8'233'344.99	7'885'534.99	0.00	0.00	347'810.00	0.00	0.00	**44'777'812.64**
Jussy	30'531'645.67	7'472'232.04	4'058'602.27	2'200'000.00	210'716.71	4'506.40	5'320'830.00	11'105'363.50	159'394.75	7'585'637.08	8'144'803.28	139'984.70	500'000.00	2'147'884.00	676'066.32	-4'023'101.22	**38'117'282.75**
Laconnex	17'276'290.96	1'454'103.84	843'931.92	0.00	168'790.55	0.00	374'340.00	14'390'284.00	44'840.65	6'867'962.75	8'303'817.81	0.00	0.00	344'820.45	387'248.58	-2'167'924.09	**24'144'253.71**
Lancy	465'554'836.88	19'931'956.14	44'698'505.07	0.00	8'600'949.30	116'057.59	2'187'505.00	390'019'863.78	0.00	283'771'515.54	294'276'733.78	264.37	3'110'000.00	5'430'715.00	11'910'731.08	-30'956'928.69	**749'326'352.42**
Meinier	14'596'783.37	5'158'970.22	3'543'713.12	0.00	271'789.08	11'718.18	691'670.00	4'918'922.77	0.00	42'778'205.93	20'117'555.09	177'852.00	1.00	23'984'420.50	811'466.99	-2'313'089.65	**57'374'989.30**
Meyrin	241'354'115.92	78'359'551.58	28'189'417.86	25'000'000.00	8'103'243.83	100'253.41	12'417'673.30	89'183'975.94	0.00	252'972'183.40	240'058'876.78	199'870.96	0.00	2'414'691.75	10'298'743.91	0.00	**494'326'299.32**
Onex	59'878'626.20	20'738'330.20	15'939'235.63	5'000'000.00	1'751'110.40	205'270.37	441'245.00	15'803'434.60	0.00	35'687'349.22	43'385'409.11	8'577'692.31	0.00	3'973'552.00	3'373'055.00	-23'622'359.20	**95'565'975.42**
Perly-Certoux	57'585'249.00	16'837'832.19	3'132'319.95	1'284'004.32	445'615.26	38'168.00	12'987'230.81	22'843'610.40	16'468.07	12'755'214.24	11'350'965.34	42'763.90	0.00	315'010.00	1'046'475.00	0.00	**70'340'463.24**
Plan-les-Ouates	468'166'863.83	20'209'562.33	30'498'073.81	10'000'000.00	1'814'463.16	0.00	2'001'450.00	40'564'314.53	0.00	154'581'024.30	146'862'449.68	338'037.58	0.00	903'950.00	8'351'994.60	-1'875'407.56	**622'747'888.13**
Pregny-Chambésy	146'982'243.39	17'199'288.95	7'648'492.12	0.00	559'638.20	0.00	15'963'050.19	105'570'376.76	41'394.17	29'104'110.80	26'011'869.82	333'625.40	0.00	936'748.00	3'357'135.05	-1'535'267.47	**176'086'354.19**
Presinge	70'375'631.45	5'577'155.45	1'794'211.78	4'000'000.00	207'598.29	0.00	561'325.00	58'234'980.93	0.00	6'425'229.67	6'453'011.19	156'883.85	0.00	289'616.25	135'336.00	-609'617.62	**76'800'861.12**
Puplinge	9'510'251.57	4'051'884.04	4'011'517.24	0.00	665'398.69	1'678.40	371'845.00	407'928.20	0.00	23'976'138.82	15'968'889.21	0.00	0.00	10'499'379.70	747'111.67	-3'239'241.76	**33'486'390.39**
Russin	22'481'217.29	6'765'494.34	3'825'580.40	1'865'085.01	343'057.54	0.00	2'183'000.00	7'499'000.00	0.00	6'828'413.66	2'737'557.47	306'356.78	0.00	3'254'430.00	530'069.41	0.00	**29'309'630.95**
Satigny	67'598'419.49	28'220'976.83	5'286'091.24	19'832'000.00	1'179'282.41	0.00	2'680'505.00	10'399'564.01	0.00	117'311'559.79	91'306'037.47	0.00	0.00	24'103'537.05	2'599'455.70	-697'470.43	**184'909'979.28**
Soral	30'998'804.60	9'218'288.08	903'575.93	0.00	201'793.54	0.00	283'560.00	20'281'239.00	110'348.05	2'240'204.33	1'367'773.01	0.00	234'494.66	415'770.00	222'166.66	0.00	**33'239'008.93**
Thônex	112'124'515.97	20'272'470.11	15'815'810.06	0.00	1'253'811.20	38'426.00	1'818'798.95	72'925'199.65	0.00	163'074'011.94	150'664'078.54	157'956.68	0.00	18'747'664.66	3'920'823.00	-10'416'510.94	**275'198'527.91**
Troinex	81'056'763.17	2'444'117.91	3'256'995.10	0.00	807'197.73	0.00	79'050.00	74'374'616.73	94'785.70	30'618'269.45	32'303'702.42	209'443.75	0.00	1'120'842.00	961'988.00	-3'977'706.72	**111'675'032.62**
Vandoeuvres	112'395'926.42	31'843'945.51	7'191'254.31	0.00	318'497.65	0.00	1'309'980.00	71'697'725.80	39'823.15	23'261'291.54	19'730'776.90	56'629.05	0.00	1'226'516.25	2'747'369.34	0.00	**135'657'217.96**
Vernier	228'066'183.16	82'235'706.44	38'004'693.82	10'093'773.25	5'069'760.53	0.00	1'680'307.00	90'981'942.12	0.00	151'773'284.88	128'433'869.42	28'525.46	0.00	15'379'937.65	7'930'952.35	0.00	**379'839'468.04**
Versoix	94'699'251.89	7'220'418.86	26'951'927.34	12'950.09	1'203'948.87	23'584.65	1'332'717.00	57'177'385.47	776'319.61	62'658'377.04	52'358'634.94	419'990.77	508'000.00	5'570'300.00	3'801'451.33	0.00	**157'357'628.93**
Veyrier	48'101'452.72	6'308'056.71	14'134'899.35	0.00	1'636'131.66	0.00	1'232'725.00	24'789'740.00	0.00	85'984'837.80	71'193'727.97	0.00	0.00	12'876'026.60	3'820'328.00	-1'905'244.77	**134'086'390.52**
Total	**8'063'161'939.34**	**692'575'225.58**	**814'753'310.76**	**109'410'169.13**	**92'646'981.18**	**5'057'485.77**	**415'934'283.87**	**5'922'573'180.38**	**10'211'302.67**	**3'864'511'466.44**	**3'494'630'233.03**	**30'470'827.37**	**18'486'167.84**	**468'541'942.42**	**172'818'567.98**	**-320'436'272.20**	**11'927'673'405.78**
Total sans Genève	**4'255'881'154.73**	**688'041'775.55**	**480'801'810.25**	**109'410'169.13**	**56'506'502.83**	**1'783'009.83**	**257'185'688.88**	**2'653'710'161.07**	**8'442'037.19**	**2'363'315'445.09**	**2'246'394'474.71**	**19'377'577.44**	**17'401'354.76**	**261'291'678.83**	**139'286'631.55**	**-320'436'272.20**	**6'619'196'599.82**

Bilan 2024

Communes	Passif																		
	20	200	201	204	205	206	208	209	29	290	291	292	293	294	295	296	298	299	Passif
Aire-la-Ville	7'426'151.25	612'355.90	0.00	2'7'208.45	0.00	6'345'000.00	0.00	441'586.90	26'354'184.03	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	26'354'184.03	33'780'335.28
Anières	22'176'611.24	1'478'124.14	0.00	1'614'799.00	4'264'894.00	14'500'000.00	57'670.00	261'124.10	23'773'37'485.48	0.00	0.00	0.00	0.00	14'120'299.38	0.00	0.00	0.00	23'236'550.64	259'914'096.72
Avully	4'341'484.80	220'015.82	0.00	144'255.37	89'637.11	3'849'000.00	0.00	38'576.50	50'835'273.20	0.00	0.00	0.00	0.00	62'235.05	0.00	0.00	0.00	50'773'038.15	55'176'758.00
Avusy	20'819'972.56	590'394.41	0.00	64'311.00	510'500.00	19'461'500.00	0.00	193'267.15	21'066'751.16	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	21'066'751.16	41'886'723.72
Bardonnex	19'436'360.96	1'872'627.63	2'990'000.00	1'193'599.48	950'133.85	12'430'000.00	0.00	0.00	29'556'843.65	0.00	186'356.50	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	29'370'487.15	48'993'204.61
Bellevue	29'642'642.41	1'467'357.15	800'000.00	169'335.11	1'533'718.10	25'563'520.00	0.00	108'712.05	70'479'593.76	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	70'479'593.76	100'122'236.17
Bernex	28'560'805.57	2'782'178.08	0.00	3'911'869.25	2'164'347.49	19'300'000.00	93'100.00	309'310.75	67'275'546.54	293'652.81	171'841.60	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	66'810'052.13	95'836'352.11
Carouge	132'271'369.14	6'329'836.23	0.00	11'287'302.34	7'422'274.26	103'227'694.35	2'904'578.09	1'099'683.87	183'949'344.35	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	183'949'344.35	316'220'713.49
Cartigny	11'799'994.40	247'052.69	345'520.00	379'392.10	433'196.05	10'223'110.00	33'000.00	138'723.56	15'813'782.85	0.00	0.00	0.00	0.00	370'383.00	0.00	0.00	0.00	15'443'399.85	27'617'377.25
Céligny	11'615'866.12	3'509'876.15	6'000'000.00	95'855.30	743'100.00	4'000'000.00	334'166.67	91'868.00	34'684'424.06	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	34'684'424.06	46'300'290.18
Chancy	28'498'062.37	451'521.39	489'000.00	5'636.63	380'826.00	27'011'780.00	30'000.00	129'298.35	31'060'416.61	1'046'914.83	2'173.74	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	30'011'328.04	59'558'478.98
Chêne-Bougeries	65'767'557.06	7'222'830.19	1'200'000.00	745'171.19	5'796'863.00	16'800'000.00	32'103'286.60	1'899'406.08	309'558'713.22	0.00	1'556'810.30	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	308'001'902.92	375'326'270.28
Chêne-Bourg	3'914'081.90	1'126'862.32	0.00	297'266.73	191'100.00	2'190'950.00	84'828.10	23'074.75	71'564'915.66	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	71'564'915.66	75'478'997.56
Choulex	5'403'203.09	387'743.69	0.00	7'524.75	1'277'368.00	3'325'000.00	400'000.00	5'566.65	26'010'284.07	0.00	185'084.59	0.00	0.00	4'000'000.00	0.00	0.00	0.00	21'825'199.48	31'413'487.16
Collex-Bossy	2'461'713.29	868'875.79	1'000'000.00	192'018.75	280'500.00	0.00	54'544.00	65'774.75	25'683'340.17	0.00	4'809.35	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	25'678'530.82	28'145'053.46
Collonge-Bellerive	15'880'779.60	3'633'743.38	0.00	516'747.83	461'901.00	9'787'000.00	119'317.00	1'302'370.39	213'340'341.51	0.00	0.00	0.00	0.00	34'081'800.00	0.00	0.00	0.00	179'258'541.51	229'221'123.11
Cologny	4'928'296.49	2'012'688.59	0.00	1'511'097.22	799'894.50	0.00	0.00	604'616.18	328'227'699.92	14'071'570.21	341'642.80	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	313'814'486.91	333'155'996.41
Confignon	17'497'995.23	1'186'955.86	1'500'000.00	1'101'842.68	1'639'602.94	12'000'000.00	0.00	69'593.75	31'469'362.38	0.00	110'131.16	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	31'359'231.22	48'967'357.61
Corsier	67'150'496.62	428'285.28	0.00	166'292.85	36'472'449.17	29'500'000.00	67'885.00	515'584.32	45'670'872.21	0.00	0.00	0.00	0.00	2'000'000.00	0.00	0.00	0.00	43'670'872.21	112'821'368.83
Dardagny	14'731'047.51	122'283.13	0.00	204'711.48	578'790.00	13'586'222.00	47'900.00	191'140.90	61'001'068.65	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	61'001'068.65	75'732'116.16
Genève	2'006'037'818.99	168'617'775.24	588'748'060.76	45'240'439.13	12'136'573.25	1'101'560'760.55	60'716'655.08	29'017'554.98	3'302'438'986.97	0.00	48'681'822.34	0.00	0.00	134'999'557.60	0.00	-106'748'060.76	0.00	3'225'505'667.79	5'308'476'805.96
Genthod	6'700'937.62	611'436.20	0.00	15'727.50	1'555'000.00	0.00	4'261'910.00	256'863.92	111'017'799.94	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	111'017'799.94	117'718'737.56
Grand-Saconnex	38'512'781.80	4'012'122.46	11'000'000.00	976'679.87	1'940'923.28	17'500'000.00	165'220.19	2'917'836.00	113'503'832.85	0.00	719'790.25	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	112'784'042.60	152'016'614.65
Gy	15'324'155.69	126'324.44	1'592'000.00	122'162.25	263'768.00	13'141'500.00	26'000.00	52'401.00	14'100'949.06	0.00	7'272.50	0.00	0.00	1'100'000.00	0.00	0.00	0.00	12'993'676.56	29'425'104.75
Hermance	16'867'704.09	527'391.72	301'100.00	277'227.47	1'000'675.00	14'575'398.95	0.00	185'910.95	27'910'108.55	0.00	21'596.10	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	27'888'512.45	44'777'812.64
Jussy	13'066'293.10	311'303.84	121'361.90	248'192.04	2'048'952.00	8'263'751.82	1'877'485.00	195'246.50	25'050'989.65	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	25'050'989.65	38'117'282.75
Laconnex	4'378'800.64	115'475.94	0.00	359.85	218'124.20	4'000'000.00	0.00	44'840.65	19'765'453.07	1'449'811.95	142'917.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	18'172'724.12	24'144'253.71
Lancy	148'609'836.21	14'402'352.10	20'000'000.00	16'115'106.68	5'164'868.00	77'328'452.00	15'393'689.90	205'367.53	600'716'516.21	0.00	328'742.12	0.00	0.00	59'000'000.00	0.00	0.00	0.00	541'387'774.09	749'326'352.42
Meinier	20'274'850.53	500'721.01	0.00	90'852.90	885'938.86	18'730'000.00	50'350.00	16'987.76	37'100'138.77	38'041.66	28'758.10	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	37'033'339.01	57'374'989.30
Meyrin	97'498'949.73	6'560'797.60	5'000'000.00	21'111'947.43	12'524'990.62	52'170'564.68	0.00	130'539.40	392'827'349.59	0.00	1'989'747.81	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	390'837'601.78	494'326'299.32
Onex	23'212'252.34	3'973'458.68	10'000'000.00	420'300.52	2'158'883.55	6'000'000.00	32'808.00	626'801.59	72'353'723.08	0.00	308'967.75	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	72'044'755.33	95'565'975.42
Perly-Certoux	18'313'774.90	904'987.76	0.00	101'076.42	2'273'010.00	15'000'000.00	0.00	34'700.72	52'026'688.34	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	52'026'688.34	70'340'463.24
Plan-les-Ouates	101'452'945.46	20'722'135.60	13'007'600.00	2'097'647.27	2'123'606.44	62'653'225.00	121'843.20	726'887.95	521'294'942.67	42'230'743.81	304'856.33	0.00	0.00	50'000'000.00	0.00	0.00	44'868'888.55	383'890'453.98	622'747'888.13
Pregny-Chambésy	37'116'028.24	888'055.50	0.00	271'340.57	2'554'652.00	33'266'700.00	93'886.00	41'394.17	138'970'325.95	11'619'849.40	563'930.25	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	126'786'546.30	176'086'354.19
Presinge	14'222'206.00	189'340.76	2'103'000.00	125'751.90	614'150.31	10'560'000.00	36'632.75	493'330.28	62'578'655.12	2'361'095.12	33'729.20	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	60'183'830.80	76'800'861.12
Puplinge	1'939'780.85	47'179.25	0.00	626'015.42	1'030'235.01	0.00	151'499.77	84'921.40	31'546'609.54	0.00	96'310.75	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	31'450'298.79	33'486'390.39
Russin	1'843'590.75	-16'321.06	0.00	111'304.88	0.00	175'000.00	1'539'645.58	33'961.35	27'466'040.20	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	27'466'040.20	29'309'630.20
Satigny	64'732'360.75	1'524'986.63	0.00	278'495.74	1'385'791.22	60'852'332.26	64'923.00	625'831.90	120'177'618.53	802'199.85	150'525.66	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	119'224'893.02	184'909'979.28
Soral	7'616'084.80	136'968.75	0.00	273'000.00	395'768.00	6'700'000.00	0.00	110'348.05	25'622'924.13	165'907.24	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	25'457'016.89	33'239'008.93
Thônex	90'121'585.38	3'091'108.32	8'200'000.00	3'184'693.84	2'620'652.87	72'700'000.00	0.00	325'130.35	185'076'942.53	0.00	0.00	0.00	0.00	2'425'220.32	0.00	0.00	0.00	179'878'694.21	275'198'527.91
Troinex	53'788'967.94	1'188'442.44	0.00	1'182'539.80	871'800.00	50'385'900.00	57'000.00	103'285.70	57'886'064.68	0.00	100'736.30	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	57'785'328.38	111'675'032.62
Vandoeuvres	3'963'727.62	1'207'696.06	0.00	475'243.23	2'077'436.00	0.00	50'600.00	152'752.33	131'693'490.34	1'595'964.77	145'776.49	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	129'951'749.08	135'657'217.96
Versoix	20'798'202.85	11'906'835.53	10'000'000.00	3'310'439.54	6'910'772.05	135'500'000.00	39'515'970.00	754'185.73	171'941'265.19	0.00	1'028'218.06	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	170'913'047.13	379'839'468.04
Versoix	54'757'723.94	1'180'441.27	2'000'000.00	1'661'756.85	3'229'084.00	45'000'000.00	150'000.00	1'536'441.82	102'599'904.99	0.00	54'677.16	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	102'545'227.83	157'357'628.93
Veyrier	28'250'499.75	3'680'998.46	3'000'000.00	556'908.75	1'783'203.74	18'000'000.00	0.00	1'229'388.80	105'835'890.77	453'299.65	119'856.55	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	105'262'734.57	134'086'390.52
Total	**3'590'826'351.58**	**279'804'622.32**	**689'397'642.66**	**122'571'447.36**	**133'759'673.87**	**2'157'264'451.61**	**160'636'303.93**	**47'392'209.83**	**8'336'847'054.20**	**76'129'051.30**	**60'245'171.59**	**0.00**	**0.00**	**302'445'067.98**	**0.00**	**-106'748'060.76**	**44'868'888.55**	**7'959'906'935.54**	**11'927'673'405.78**
Total sans Genève	**1'584'788'532.59**	**111'186'847.08**	**100'649'581.90**	**77'331'008.23**	**121'623'100.62**	**1'055'703'691.06**	**99'919'648.85**	**18'374'654.85**	**5'034'408'067.23**	**76'129'051.30**	**11'563'349.25**	**0.00**	**0.00**	**167'445'510.38**	**0.00**	**0.00**	**44'868'888.55**	**4'734'401'267.75**	**6'619'196'599.82**

ANNEXE 2

Plan financier quadriennal du Conseil d'Etat 2027-2030

Volonté de transferts financiers aux communes

Commission des finances du Grand Conseil
7 octobre 2026

acg
Association des communes genevoises

1 Contexte politique

Contexte politique

Avant 2017	Fin du processus de répartition des tâches entre canton et communes (LRT) prévoyant des transferts de charges accompagnées de revenus • 4 ans de travaux et 27 séances politiques, mais des résultats très décevants
22 nov. 2017	**Changement de la volonté cantonale** avec la proposition de transférer des charges sans compétence aux communes PFQ 2018-2021, **objectif 80 millions de transfert aux communes** • Demande de **participation des communes à 20% des charges de la péréquation fédérale** (399 millions), soit environ 80 millions. • Aucune participation aux revenus
1er juin 2018	Début de la nouvelle législature cantonale 2023-2028
14 sept. 2018	PFQ 2019-2022, objectif 90 millions

3

acg

Contexte politique

31 oct. 2018	La proposition de participation à la péréquation financière RPT est complétée par l'introduction d'une participation communale aux charges sociales dites "dynamiques"
26 juin 2019	La proposition sur la péréquation financière RPT est désormais remplacée par le AV-PL sur la participation des communes au financement des prestations sociales et des mesures de soutien aux personnes âgées (LPCFPS) (B 6 11) dit "écrêtage" • AVPL sera déposé en cas de non-ratification du protocole en négociation
31 juil. 2019	Préavis de l'ACG unanime contre l'avant PL dit « écrêtage », qui n'est qu'un transfert de charge mettant en péril la péréquation
19 sept. 2019	PFQ 2020-2023, objectif : 90 millions
22 janv. 2020	Signature d'un protocole d'accord canton-communes, tout transfert financier doit être accompagné de compétences • Début des études sur de nombreux dossiers de transfert potentiel

4

acg

Contexte politique

1er juin 2020	Début de la nouvelle législature communale 2020-2025
17 sept. 2020	Dépôt par le CE du PL 12782 dit « écrêtage » instaurant un transfert de charges à 18 communes (44 millions), et ce, malgré la signature du protocole d'accord
	PFQ 2021-2024, objectif : 90 millions
28 oct. 2020	Décision de l'ACG unanime contre le PL 12782 dit « écrêtage »
23 juin 2021	Décision de l'ACG sur le **principe de la reprise** du financement cantonal et de la gouvernance de la **FASe** par les communes
16 sept. 2021	PFQ 2022-2025, objectif : 90 millions
1er déc. 2021	Dépôt par le CE du PL 13044 modifiant la LCLFASe pour la transférer aux communes

5

acg

Contexte politique

15 sept. 2022	PFQ 2023-2026, objectif 117 millions : • PL écrêtage est amendé et réduit de moitié à 25 millions au PB 2023 • Transfert aux communes de la subvention de la FASe pour 22 millions • Nouvelle participation au financement des transports publics à hauteur de 25% des besoins en 2025 (70 millions)
22 juin 2022	Décision de l'ACG de renforcer la péréquation intercommunale, la dotation du FI et le financement des prestations LAPSA avec le dépôt du PL 13193 par le CE qui mentionne : • « Le CE prend acte du fait que les communes souhaitent anticiper, par le biais du présent projet de loi, les charges que les transferts de compétences qui seront décidés à l'avenir […] »
13 oct. 2022	Retrait par le CE du PL 13044 modifiant la LCLFASe
23 mai 2023	Échec des négociations sur le transfert de la compétence de la FASe par le **renoncement du DCS**

6

acg

Contexte politique

27 janv. 2023	Adoption par le GC de la loi 13193 renfonçant la péréquation intercommunale qui donne les moyens aux communes d'absorber les futurs transferts financiers et de compétences
31 mai 2023	**Discours de Saint-Pierre** du nouveau CE avec l'engagement **d'arrêter les simples transferts de charges** et de se concentrer sur de nouvelles compétences à donner aux communes
1er juin 2023	Début de la nouvelle législature cantonale 2023-2028
1er sept. 2023	Vote du GC qui enterre le PL 12782 dit « écrêtage »
14 sept. 2023	PFQ 2024-2027, objectif 66.5 millions : • « Protocole d'accord sur différents transferts de charges et compétences canton/commune dont : police de proximité, protection civile et transports publics »
1er déc. 2023	Décision de l'ACG d'accepter le principe de transfert de la compétence de police de proximité

7

acg

Contexte politique

6 mars 2024	Échec des négociations sur le transfert de la compétence de police de proximité par un **renoncement du DIN**
3 mai 2024	Adoption par le GC de la loi 13402 modifiant la LIPP : • Baisse d'impôts imposée aux communes pour 108 millions, proposition d'amendement de l'ACG pour exclure les communes pas soutenues par le CE • Conséquence pour les communes moins riches = efface complètement le renforcement de la péréquation
12 sept. 2024	PFQ 2025-2028, objectif 76 millions : • « […] modification de la répartition des compétences entre l'Etat de Genève et les communes en matière de police de proximité et de protection civile sont attendues (5 millions) » • Financement des TPG par les communes pour « l'offre de proximité » pour 72 millions

8

acg

Contexte politique

10 déc. 2024	Séance entre le Bureau de l'ACG et la délégation du CE aux communes (DelCEComm)
	Décision du CE d'arrêter toutes négociations avec l'ACG jusqu'à l'élection d'un nouveau Comité*
30 mai 2025	Mise en consultation par le CE d'un avant PL sur la répartition du financement de la péréquation financière intercantonale (LRFPFI)
1er juin 2025	Début de la nouvelle législature communale 2025-2030
18 juin 2025	Dépôt par le CE du PL 13663 LRFPFI
27 sept. 2025	**Désignation du nouveau Comité de l'ACG**

9

** Confirmé par courrier le 19 févr. 2025 et le 5 mars 2025*

acg

Contexte politique

18 sept. 2025	PFQ 2026-2029, objectif 269 millions • PL13663 (LRFPFI) 164 millions • Participation au financement des TPG 60 millions • Participation au coûts dans le domaine des seniors 32 millions • Transferts liés à la police et la protection civile 13 millions
9 déc. 2025	**Dénonciation par le CE du protocole d'accord**, objectif des transferts de charges sans compétence
2 févr. 2026	**Proposition par l'ACG d'une feuille de route au CE** en vue d'aboutir à des réformes structurelles → Détaillé dans cette présentation

10

acg

Contexte politique

1er avril 2026	Contreproposition du CE sur la base d'un tableau mélangeant les transferts de charges avec ou sans compétence et aucune méthodologie
6 mai 2026	Mise en consultation par le CE d'un avant PL sur une participation des communes au financement des transports collectifs pour « l'offre de proximité » (72 millions)
10 juin 2026	Décision de l'ACG contre le transfert de charges TPG
17 juin 2026	**Dépôt par le CE du PL 13847 TPG**
18 août 2026	Décision du CE de **transférer complètement la FASe dès 2029** aux communes, communiqué au Conseil de fondation, avec l'ACG en copie
17 sept. 2026	PFQ 2027-2030, objectif 285 millions → Détaillé dans cette présentation

11

acg

Les 10 dernières années résumées

Les communes ont démontré leur bonne volonté pour accepter des transferts financiers accompagnés de compétences :

- 2020 : **protocole d'accord** pour des transferts financiers avec compétences
  - ➢ Dénonciation par le CE en 2026
- 2021 : acceptation du transfert financement et gouvernance de la **FASe**
  - ➢ Renoncement du DCS en 2023
- 2022 : décision de l'ACG de renforcer la **péréquation intercommunale**, la dotation du FI et le financement des prestations **LAPSA**, avec pour objectif de donner les moyens aux communes **d'assumer les futures charges** liées aux transferts de compétences à venir
  - ➢ Baisse fiscale votée par le GC en 2024, qui a annihilé les effets de ce renforcement

12

acg

Les 10 dernières années résumées

- 2023 : détermination positive de l'ACG quant au principe de transfert de la compétence de **police de proximité**
  - ➢ Renoncement du DIN en 2024
- 2026 : proposition de **feuille de route** par l'ACG
  - ➢ Aucun retour du CE sur la méthodologie proposée

13

Une ligne rouge : **aucun transfert financier sans compétence,** car

- aucune économie réelle pour le citoyen
- contraire à la Constitution (principes de proximité, de subsidiarité et d'efficacité)
- augmentation des disparités entre les communes

Ok pour les **transferts financiers avec compétences**, si l'infrastructure de financement et institutionnelle sont adaptées

acg

2 Feuille de route politique proposée par l'ACG

acg

Proposition d'une feuille de route par l'ACG

Pour relancer les négociations, l'ACG a proposé une nouvelle méthode au travers d'une feuille de route pour effectuer un travail de fond

A. Méthodologie

15

1. Définition du contenu de la feuille de route et du cahier des charges

2. Constitution d'un comité de pilotage politique CE-ACG et d'un groupe de travail technique doté des moyens nécessaires (financiers et experts)

acg

B. Objectifs politiques

1. Fixer une répartition plus **efficiente des tâches** canton-communes selon les principes constitutionnels (art. 133 Cst-GE), notamment les principes de subsidiarité (art. 5a Cst.) et de répartition des responsabilités financières (art. 143 Cst-GE)
2. Inciter à faire **évoluer le découpage territorial et institutionnel** pour assurer l'exercice des compétences déléguées
3. Puis, procéder à un ajustement de la fiscalité cantonale et communale ainsi que des mécanismes de la péréquation pour permettre l'accomplissement de ces tâches

16

acg

C. Axes de travail

1. Transferts de compétences

- Identification des compétences à transférer (proximité et efficacité)
- Attribution des tâches en vertu du principe de subsidiarité (art. 5a Cst.)
- Simplification du cadre légal (guichet unique) et des processus («once only») au bénéfice du citoyen
- Suppression des doublons
- Concertation dans l'élaboration des normes qui fixent le cadre des compétences déléguées et renforcement de l'autonomie
- Réduction de la bureaucratie (efficience)

17

acg

C. Axes de travail

2. Organisation politique des communes

- Relations ACG-canton (concertation)
- Réforme des exécutifs communaux : nombre et professionnalisation
- Dotation minimale des administrations communales
- Réforme des conseils municipaux : nombre et fonctionnement
- Fusions : incitations financières et accompagnement administratif

18

acg

C. Axes de travail

3. Moyens financiers

- Révision des centimes additionnels cantonaux et communaux
- Renforcement de la solidarité intercommunale
- Prise en compte des inégalités (p.ex. territoriales)
- Compensation de certaines charges
- Simplification des mécanismes de redistribution

19

acg

Travaux en parallèle

Bien consciente que cette feuille de route s'inscrit dans un horizon de quelques années, l'ACG a proposé de continuer de travailler en parallèle sur des dossiers de transferts financiers accompagnés de compétences :

- Délivrance de l'autorisation **d'abattage des arbres**
- Révision de la **classification administrative des routes**
- Reprise des compétences cantonales de **protection civile**
- Suivi des dossiers **d'aide sociale non financière**

20

acg

Travaux en parallèle

ainsi que deux transferts financiers rapides :

- fin du financement cantonal au **Fonds intercommunal pour le développement urbain** (FIDU) de 2.5 millions
- fin du financement cantonal à **la Fondation pour le développement de l'accueil préscolaire** (FDAP) de 2.7 millions

21

Propositions simples à mettre en œuvre dès 2027, sans travaux de fonds nécessaires, clarifiant la répartition des responsabilités financières et de gouvernance

tout en continuant de travailler sur deux autres dossiers ouverts par le CE :

- projets pilotes d'**horaire continu** à l'école primaire
- **aide alimentaire** aux plus précarisés

acg

3 PFQ 2027-2030

acg

PFQ 2027-2030 : mesures du CE et d'ECOGE

Analyse des montants annuels supplémentaires par mesure, par an et qui supporterait l'effort

en millions	**PB 2027**	En %	2028	2029	2030	**Total 2027-30**	En %
Communes	**135.6**	54.7%	61	47	41	**285**	40.1%
Fonction publique	**10.4**	4.2%	61	12	62	**146**	20.5%
Contribuables	**42.0**	16.9%	51	36	11	**141**	19.7%
Petit Etat	**38.0**	15.3%	13	10	6	**66**	9.3%
Grand Etat	**11.3**	4.6%	14	33	1	**58**	8.2%
Autres	**10.7**	4.3%	2	3	-	**16**	2.2%
Total	**248.0**	100.0%	**202**	**141**	**121**	**712**	100.0%
dont CE	*190*		*156*	*64*	*114*	*524*	
dont ECOGE	*57*		*48*	*77*	*7*	*190*	

23

acg

Trois mesures principales touchant les communes

Intentions du CE

en millions	**PB 2027**	2028	2029	2030	**Total 2027-30**
1 Transfert de 20% des charges péréquation fédérale	**134.1**	24	12	11	**181**
2 Transfert de 20% des charges des TPG	**-**	35	35	-	**70**
3 Autres mesures sur la base d'un catalogue	**-**	-	-	30	**30**
Autres mesures ECOGE	**1.5**	2	-	-	**4**
Charges supplémentaires par an	**135.6**	**61**	**47**	**41**	**285**

24

acg

Transfert de charges : péréquation fédérale 1

PL 13663 déposé en juin 2025, pour une participation à la péréquation de ressources au 1e volet de la RPT

en millions	2026	Est. 2027	si 20% en 2027
1. Péréquation des ressources	-543	-670	-134
2. Compensation des charges	168	176	35
3. Mesures temporaires	-3	-3	-1
Total péréquation financière RPT	**-378**	**-497**	**-99**

Montant réparti entre les communes en fonction de la valeur du centime

25

acg

Transfert de charges : péréquation fédérale 1

Pourquoi les communes sont opposées :

Comme évoqué lors de notre audition du 1e octobre 2025 :

- **Transfert de charges sans compétence**
- Exclusion de la participation communale à la compensation des charges
- Manque d'anticipation du canton (augmentation 2027 connue dès 2022)
- Baisse d'impôts proposée malgré le contexte conjoncturel exceptionnel

S'il y a une volonté de revoir le partage des charges en provenance de la Confédération, il est nécessaire de prévoir le partage des revenus.

26

acg

Pas de partage des revenus de la confédération 1

Estimations en millions de francs	2024	20%
Part cantonale à l'IFD (17% sur les 21.2%)	762	152
Part au bénéfice net de la BNS	117	23
Part cantonale à l'impôt anticipé (10%)	49	10
Imposition minimale OCDE (BEPS)	40	8
Redevance poids lourds (1/3) [1]	19	4
Part à l'impôt sur les huiles minérales (10%) [1]	8	2
Principaux revenus de transfert non partagés [2]	**995**	**199**

[1] Données 2024 sur la base de la Statistique financière de l'Administration fédérale des finances (AFF) Répartis en fonction de la longueur des routes et des charges routières, sans les routes nationales
[2] Non exhaustif, exclut notamment les subventions reçues et les dédommagements

27

acg

Transfert de charges : TPG 2

PL 13847 déposé en juin 2026 pour une participation des communes au financement des transports collectifs

1. 20 % de la **subvention TPG**, le CE a chiffré cette augmentation annuelle à 35 millions en 2028 et à 35 millions en 2029
2. 45 % du **capital de dotation des TPG**, 36 millions en une fois
3. « Implication accrue » dans la **gouvernance des TPG** et dans l'élaboration du plan d'actions des transports collectifs PATC
   - *4 sièges au CA des TPG, mais aucun changement au niveau du contrat de prestation, ni à la loi sur la mobilité pour le PATC*

28

acg

Transfert de charges : TPG

2

Pourquoi les communes sont opposées :

Aucune compétence pour les communes

- 3 sièges supplémentaires au CA des TPG ≠ compétence
- canton conserverait toutes les compétences décisionnelles sur le réseau via le contrat de prestation CE-TPG et le plan des transports collectifs (OCT)

29

La comparaison intercantonale ne tient pas

- une vision centralisée est indispensable à Genève considérant notamment l'exiguïté du territoire et les lignes transfrontalières

Principe constitutionnel de subsidiarité doit être respecté

- tâche dépasse la capacité des communes = revient au canton (pas une tâche de proximité)

acg

Catalogue de transferts potentiels

3

Décision de transferts financiers devant faire l'objet de négociation avec les communes avec pour objectif 30 millions / an

	en millions
Domaine de la santé	**50**
Transfert relatif aux prestations santé ORL des élèves	**4**
Mesures relatives à la sécurité	**3**
Mesures relatives à la prise en charge des séniors	**2**
Transfert des écoles de pédagogie spécialisées (ECPS)	**3**
13 Participation des communes au budget de la Cour des comptes	**1**
30 Transfert complet de la FASe aux communes	**27**
39 Suppression de la dîme du livre	**1**
43 Suppression de la subvention accordée à la FDAP	**3**
Catalogue : mesures CE et ECOGE	**94**

30

acg

Autres charges envisagées par le CE

Et encore les travaux sur deux autres dossiers initiés par le CE

Introduction de l'horaire continu à l'école primaire	*min* 80'000'000
Avant-projet de loi pour une alimentation solidaire et durable	9'000'000

31

acg

Résumé des transferts envisagés par le CE

Total :

Mesures CE du PFQ 2027-2030	281’000'000
Mesures ECOGE du PFQ 2026-2029	3’500'000
Horaire continu à l'école primaire	80'000'000
AVPL Alimentation	9'000'000
Nouvelles charges annuelles	**373’500'000**

Pour mémoire, la baisse d’impôts cantonaux était estimée à 436’000'000

Ainsi que la charge unique de 36’000’000 pour le capital de dotation des TPG

32

acg

Transfert de charges

Volumes financiers sur la base de la valeur d'un centime additionnel de la LRPFI 2025

374 millions = environ 7.5 centimes additionnels
ou 12.2% des 3'061 millions de charges communales en 2024

Équivalent cantonal = 1'356 millions

acg

4 Conclusion

acg

Richesse présumée des communes

Les communes ont une fortune importante

- Elle est principalement composée de biens au patrimoine financier dont le patrimoine immobilier et au patrimoine administratif non amorti
- On ne finance pas le budget de fonctionnement avec de la fortune

Le canton a des déficits importants contrairement aux communes

- Les communes ont des comptes positifs car les règles budgétaires imposées par le canton sont beaucoup plus strictes que celles du canton
- Les résultats aux comptes s'expliquent principalement par les recettes fiscales en hausse par rapport un budget et les réévaluations du PF

Certaines communes ont baissé leur imposition

- Le canton aussi
- Et des communes ont dû augmenter leurs impôts

35

acg

Conclusion

Constat : **le CE ne veut pas transférer des compétences aux communes**

Aujourd'hui, le canton n'a plus de moyens et propose comme principale mesure des transferts de charges aux communes (55% PB27 et 40% PFQ) et très peu de mesures de réformes structurelles de son fonctionnement.

Ainsi, en demandant aux communes de trouver des solutions à ses problèmes, il **inverse les rôles**.

En vous demandant d'arbitrer, il se **décharge de sa responsabilité institutionnelle.**

Néanmoins, les communes sont conscientes de la nécessité de faire évoluer la répartition des tâches pour renforcer leurs compétences et, dès lors, nous proposons de commencer à travailler sur la feuille de route et les transferts faisables en parallèle.

36

acg

MERCI !



acg
Association des communes genevoises

Esplanade de Pont-Rouge 3
1212 Grand-Lancy
+41 22 304 55 00
info@acg.ch - www.acg.ch

Projet de loi 13507 modifiant la LAC *(création d'une réserve conjoncturelle) tel qu'issu du PL 13507A*	**Propositions de l'ACG** *(datées du 21.02.2025) – pour mémoire*	**Amendements du Conseil d'Etat du 5 mars 2025**	**Amendement général du Conseil d'Etat du 28 et 29 août 2025 représenté le 2 septembre 2026 à la COFIN**
Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève décrète ce qui suit :	Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève décrète ce qui suit :	Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève décrète ce qui suit :	Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève décrète ce qui suit :
Art. 1 Modifications La loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984 (LAC – B 6 05), est modifiée comme suit :	**Art. 1 Modifications** La loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984 (LAC – B 6 05), est modifiée comme suit :	**Art. 1 Modifications** La loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984 (LAC – B 6 05), est modifiée comme suit :	**Art. 1 Modifications** La loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984 (LAC – B 6 05), est modifiée comme suit :
Art. 104, al. 1 (nouvelle teneur), al. 3 (nouvelle teneur avec modification de la sous-note) [1] La gestion financière des communes est régie par les principes de l'équilibre des comptes à moyen terme, de l'efficacité et l'efficience de l'action publique, de la légalité et de la non-affectation des impôts généraux. ***Equilibre des comptes à moyen terme*** [3] Les comptes d'une commune doivent présenter un excédent de revenus à moyen terme.	**Art. 104, al. 1 (nouvelle teneur), al. 3 (nouvelle teneur avec modification de la sous-note)** [1] La gestion financière des communes est régie par les principes de l'équilibre des comptes à moyen terme, de l'efficacité et l'efficience de l'action publique, de la légalité et de la non-affectation des impôts généraux. ***Equilibre des comptes à moyen terme*** [3] Les comptes d'une commune doivent présenter un excédent de revenus à moyen terme.		**Art. 104, al. 1 (nouvelle teneur), al. 3 (nouvelle teneur, avec modification de la sous-note)** [1] La gestion financière des communes est régie par les principes de l'équilibre des comptes à moyen terme, de l'efficacité et l'efficience de l'action publique, de la légalité et de la non-affectation des impôts généraux. ***Equilibre des comptes à moyen terme*** [3] Les comptes doivent présenter un excédent de revenus à moyen terme.

Projet de loi 13507 modifiant la LAC *(création d'une réserve conjoncturelle) tel qu'issu du PL 13507A*	**Propositions de l'ACG** *(datées du 21.02.2025) – pour mémoire*	**Amendements du Conseil d'Etat du 5 mars 2025**	**Amendement général du Conseil d'Etat du 28 et 29 août 2025 représenté le 2 septembre 2026 à la COFIN**
Art. 104A Principes de gestion conjoncturelle (nouveau) [1] La gestion conjoncturelle des communes s'effectue au travers d'une réserve comptable à caractère conjoncturel (ci-après : la réserve conjoncturelle). [2] L'attribution à la réserve conjoncturelle, ou son utilisation, se font après détermination du résultat annuel. Les principes suivants sont applicables : a) en cas d'exercice bénéficiaire, la réserve conjoncturelle est alimentée à hauteur de l'excédent de revenus qui ressort du compte de résultat; b) en cas d'exercice déficitaire, la réserve conjoncturelle est utilisée jusqu'à concurrence des pertes réalisées. [3] Le montant de la réserve conjoncturelle est utilisé pour déterminer l'excédent de charges admissible au budget au sens de l'article 115.	**Art. 104A Principes de gestion conjoncturelle (nouveau)** [1] La gestion conjoncturelle des communes s'effectue au travers d'une réserve comptable à caractère conjoncturel (ci-après : la réserve conjoncturelle). [2] L'attribution à la réserve conjoncturelle, ou son utilisation, se font après détermination du résultat annuel. Les principes suivants sont applicables : a) en cas d'exercice bénéficiaire, la réserve conjoncturelle ne peut être qu'alimentée à hauteur de l'excédent de revenus qui ressort du compte de résultat ; b) en cas d'exercice déficitaire, la réserve conjoncturelle est utilisée jusqu'à concurrence des pertes réalisées. [3] La réserve conjoncturelle ne peut dépasser le 15 % des charges du dernier exercice budgétaire voté. [4] Le montant de la réserve conjoncturelle est utilisé pour déterminer l'excédent de charges admissible au budget, au sens de l'article 115.	**Art. 104A Principes de gestion conjoncturelle (nouveau)** [1] La gestion conjoncturelle des communes s'effectue au travers d'une réserve comptable à caractère conjoncturel (ci-après : la réserve conjoncturelle). [2] L'attribution à la réserve conjoncturelle, ou son utilisation, se font après détermination du résultat annuel. Les principes suivants sont applicables : a) en cas d'exercice bénéficiaire, la réserve conjoncturelle ne peut être qu'alimentée à hauteur de l'excédent de revenus qui ressort du compte de résultat ; b) en cas d'exercice déficitaire, la réserve conjoncturelle est utilisée jusqu'à concurrence des pertes réalisées. [3] La réserve conjoncturelle ne peut dépasser le 15 % des charges du dernier exercice budgétaire voté. [4] Le montant de la réserve conjoncturelle est utilisé pour déterminer l'excédent de charges admissible au budget, au sens de l'article 115.	**Art. 104A Principes de gestion conjoncturelle (nouveau)** [1] La gestion conjoncturelle des communes s'effectue au travers d'une réserve comptable à caractère conjoncturel (ci-après : la réserve conjoncturelle). [2] L'attribution à la réserve conjoncturelle, ou son utilisation, se font après détermination du résultat annuel. Les principes suivants sont applicables : a) en cas d'exercice bénéficiaire, la réserve conjoncturelle ne peut être qu'alimentée à hauteur de l'excédent de revenus qui ressort du compte de résultat; b) en cas d'exercice déficitaire, la réserve conjoncturelle est utilisée jusqu'à concurrence des pertes réalisées. [3] La réserve conjoncturelle ne peut dépasser le 15% des charges du dernier exercice budgétaire voté. [4] Le montant de la réserve conjoncturelle est utilisé pour déterminer l'excédent de charges admissible au budget, au sens de l'article 115.
Art. 112, al. 2 (nouvelle teneur) [2] Le Conseil d'Etat fixe par voie réglementaire les règles de présentation et de contenu du budget, des crédits budgétaires et du plan d'investissement.	**Art. 112, ~~al. 2~~ (nouvelle teneur)** ~~Inchangé~~ ***Abrogé*** ~~2~~ Le Conseil d'Etat fixe par voie réglementaire les règles de présentation et de contenu du budget, des crédits budgétaires et du plan d'investissement.	**Art. 112 (nouvelle teneur)** Al 1 ~~Inchangé~~ ***Abrogé*** Le Conseil d'Etat fixe par voie réglementaire les règles de présentation et de contenu du budget, des crédits budgétaires et du plan d'investissement.	**Art. 112 (nouvelle teneur)** Le Conseil d'Etat fixe par voie réglementaire les règles de présentation et de contenu du budget, des crédits budgétaires et du plan d'investissement.
Art. 115 Gestion financière du budget (nouvelle teneur avec	**Art. 115 Gestion financière du budget (nouvelle teneur avec**	**Art. 115 Gestion financière du budget (nouvelle teneur avec**	**Art. 115 Gestion financière du budget (nouvelle teneur, avec**

Projet de loi 13507 modifiant la LAC *(création d'une réserve conjoncturelle) tel qu'issu du PL 13507A*	**Propositions de l'ACG** *(datées du 21.02.2025) – pour mémoire*	**Amendements du Conseil d'Etat du 5 mars 2025**	**Amendement général du Conseil d'Etat du 28 et 29 août 2025 représenté le 2 septembre 2026 à la COFIN**
modification de la note) [1] En règle générale, les communes équilibrent leur budget de fonctionnement. [2] Le budget de fonctionnement de la commune peut toutefois présenter un excédent de charges admissible à concurrence maximale du montant de la réserve conjoncturelle disponible et, en cas d'épuisement de celle-ci, à concurrence maximale de ses amortissements, pour autant que cet excédent soit couvert par son capital propre. [3] Le règlement fixe les conditions d'application. [4] Lorsqu'une commune refuse, sans raison valable, de se conformer aux règles fixées aux alinéas 1 et 2, le Conseil d'Etat, par arrêté, prévoit la couverture, soit en réduisant lui-même les charges qui lui paraissent susceptibles de réduction, soit en proposant au Grand Conseil d'augmenter les centimes additionnels communaux.	**modification de la note)** [1] En règle générale, les communes équilibrent leur budget de fonctionnement. [2] Le budget de fonctionnement de la commune peut ~~toutefois~~ présenter un excédent de charges admissible, à concurrence maximale du montant de la réserve conjoncturelle disponible ~~et, en cas d'épuisement de celle-ci, à concurrence maximale de ses amortissements, pour autant que cet excédent soit couvert par son capital propre~~. [3] En cas de solde insuffisant de la réserve conjoncturelle, le budget de fonctionnement de la commune peut présenter un excédent de charges admissible à concurrence maximale de ses amortissements. [4] Dans tous les cas, l'excédent de charges doit être couvert par le capital propre. [5] Le règlement fixe les conditions d'application. [6] Lorsqu'une commune refuse, sans raison valable, de se conformer aux règles fixées par les alinéas ~~1 et~~ 2 à 4, le Conseil d'Etat, par arrêté, prévoit la couverture, soit en réduisant lui-même les charges qui lui paraissent susceptibles de réduction, soit en proposant au Grand Conseil d'augmenter les centimes additionnels communaux.	**modification de la note)** [1] En règle générale, les communes équilibrent leur budget de fonctionnement. [2] Le budget de fonctionnement de la commune peut présenter un excédent de charges admissible, à concurrence maximale du montant de la réserve conjoncturelle disponible. [3] En cas de solde insuffisant de la réserve conjoncturelle, le budget de fonctionnement de la commune peut présenter un excédent de charges admissible à concurrence maximale de ses amortissements. [4] Dans tous les cas, l'excédent de charges doit être couvert par le capital propre. [5] Le règlement fixe les conditions d'application. [6] Lorsqu'une commune refuse, sans raison valable, de se conformer aux règles fixées par les alinéas 2 à 4, le Conseil d'Etat, par arrêté, prévoit la couverture, soit en réduisant lui-même les charges qui lui paraissent susceptibles de réduction, soit en proposant au Grand Conseil d'augmenter les centimes additionnels communaux.	**modification de la note)** [1] En règle générale, les communes équilibrent leur budget de fonctionnement. [2] Le budget de fonctionnement de la commune peut présenter un excédent de charges admissible, à concurrence maximale du montant de la réserve conjoncturelle disponible. [3] En cas de solde insuffisant de la réserve conjoncturelle, le budget de fonctionnement de la commune peut présenter un excédent de charges admissible à concurrence maximale de ses amortissements. [4] Dans tous les cas, l'excédent de charges doit être couvert par le capital propre. [5] Le règlement fixe les conditions d'application. [6] Lorsqu'une commune refuse, sans raison valable, de se conformer aux règles fixées par les alinéas 2 à 4, le Conseil d'Etat, par arrêté, prévoit la couverture, soit en réduisant lui-même les charges qui lui paraissent susceptibles de réduction, soit en proposant au Grand Conseil d'augmenter les centimes additionnels communaux.
Art. 121, al. 2 (nouvelle teneur)	**Art. 121, al. 2 (nouvelle teneur)** *Inchangé*		**Art. 121, al. 2 (nouvelle teneur)**

Projet de loi 13507 modifiant la LAC *(création d'une réserve conjoncturelle) tel qu'issu du PL 13507A*	**Propositions de l'ACG** *(datées du 21.02.2025) – pour mémoire*	**Amendements du Conseil d'Etat du 5 mars 2025**	**Amendement général du Conseil d'Etat du 28 et 29 août 2025 représenté le 2 septembre 2026 à la COFIN**
[2] Le plan financier quadriennal a pour objectif le pilotage des finances communales à moyen terme. Il sert de cadre à l'élaboration des projets de budgets annuels et des nouveaux crédits d'investissement. Il contient notamment : a) une vue d'ensemble sur les charges et les revenus du compte de résultats; b) une récapitulation des investissements; c) une estimation des besoins financiers et des possibilités de financement; d) une vue d'ensemble sur l'évolution du patrimoine et de l'endettement, comprenant également une estimation de l'évolution de la réserve conjoncturelle.	[2] Le plan financier quadriennal a pour objectif le pilotage des finances communales à moyen terme. Il sert de cadre à l'élaboration des projets de budgets annuels et des nouveaux crédits d'investissement. Il contient notamment: a) une vue d'ensemble sur les charges et les revenus du compte de résultats; b) une récapitulation des investissements; c) une estimation des besoins financiers et des possibilités de financement; d) une vue d'ensemble sur l'évolution du patrimoine et de l'endettement, comprenant également une estimation de l'évolution de la réserve conjoncturelle.		[2] Le plan financier quadriennal a pour objectif le pilotage des finances communales à moyen terme. Il sert de cadre à l'élaboration des projets de budgets annuels et des nouveaux crédits d'investissement. Il contient notamment : a) une vue d'ensemble sur les charges et les revenus du compte de résultats; b) une récapitulation des investissements; c) une estimation des besoins financiers et des possibilités de financement; d) une vue d'ensemble sur l'évolution du patrimoine et de l'endettement, comprenant également une estimation de l'évolution de la réserve conjoncturelle.
Art. 122 (nouvelle teneur) Lorsque le budget comporte un excédent de charges non couvert par la réserve conjoncturelle au sens de l'article 115, alinéa 2, le plan financier quadriennal doit démontrer un retour à l'équilibre budgétaire dans un délai de 4 ans. Dans ce cas, le plan financier quadriennal est soumis au conseil municipal pour information et transmis pour approbation au département.	**Art. 122 al. 1 et 3 (nouvelle teneur)** [1] Lorsque le budget comporte un excédent de charges non couvert par la réserve conjoncturelle ~~au sens de l'article 115, alinéa 2~~, le plan financier quadriennal doit démontrer un retour à l'équilibre budgétaire dans un délai de 4 ans. ~~Dans ce cas, le plan financier quadriennal est soumis au conseil municipal pour information et transmis pour approbation au département.~~ [2] *inchangé* [3] Dans les cas mentionnés aux alinéas 1 et 2, le plan financier est transmis au conseil municipal pour information et soumis pour approbation au département.	**Art. 122 al. 1, al. 2 (nouvelle teneur)** [1] Lorsque le budget comporte un excédent de charges non couvert par la réserve conjoncturelle, le plan financier quadriennal doit démontrer un retour à l'équilibre budgétaire dans un délai de 4 ans. [2] Dans le cas mentionné à l'alinéa 1, le plan financier est transmis au conseil municipal pour information et soumis pour approbation au département.	**Art. 122 (nouvelle teneur)** [1] Lorsque le budget comporte un excédent de charges non couvert par la réserve conjoncturelle, le plan financier quadriennal doit démontrer un retour à l'équilibre budgétaire dans un délai de 4 ans. [2] Dans le cas mentionné à l'alinéa 1, le plan financier est transmis au conseil municipal pour information et soumis pour approbation au département.
Art. 130, al. 7 (nouveau) ***Modification du … (à compléter)***	**Art. 130, al. 7 (nouveau)** ***Modification du … (à compléter)***	**Art. 130, al. 7 (nouveau)** ***Modification du … (à compléter)***	**Art. 130, al. 8 (nouveau)** ***Modification du … (à compléter)***

Projet de loi 13507 modifiant la LAC *(création d'une réserve conjoncturelle) tel qu'issu du PL 13507A*	**Propositions de l'ACG** *(datées du 21.02.2025) – pour mémoire*	**Amendements du Conseil d'Etat du 5 mars 2025**	**Amendement général du Conseil d'Etat du 28 et 29 août 2025 représenté le 2 septembre 2026 à la COFIN**
[7] Pour le premier exercice budgétaire suivant l'entrée en vigueur de la modification du … *(à compléter)*, à savoir l'exercice budgétaire 2025, la réserve conjoncturelle prévue à l'article 104A est constituée au 1er janvier 2024 par un montant équivalent à 10% du total des charges du budget 2024 de la commune.	[7] Pour le premier exercice budgétaire suivant l'entrée en vigueur de la modification du … *(à compléter)*, à savoir l'exercice budgétaire 2026 ~~2025~~, la réserve conjoncturelle prévue à l'article 104A est constituée au 1er janvier 2025 ~~2024~~ par un montant attribué par les communes après l'adoption par le conseil municipal d'une délibération approuvée par le Conseil d'Etat avant le 31 décembre 2025. ~~équivalent à 10% du total des charges du budget 2024 de la commune.~~	[7] Pour le premier exercice budgétaire suivant l'entrée en vigueur de la modification du … *(à compléter)*, à savoir l'exercice budgétaire 2026, la réserve conjoncturelle prévue à l'article 104A est constituée au 1er janvier 2025 par un montant attribué par les communes après l'adoption par le conseil municipal d'une délibération approuvée par le Conseil d'Etat avant le 31 décembre 2025.	[8] Pour le premier exercice budgétaire suivant l'entrée en vigueur de la modification du … *(à compléter)*, à savoir l'exercice budgétaire 2027, la réserve conjoncturelle prévue à l'article 104A est constituée au 1er janvier 2026 par un montant attribué par les commues après l'adoption par le conseil municipal d'une délibération approuvée par le Conseil d'Etat avant le 31 décembre 2026.
Art. 131, al. 1 (nouvelle teneur), al. 4 et 5 (nouveaux, l'al. 4 ancien devenant l'al. 6)	**Art. 131, al. 1 (nouvelle teneur), al. 4 nouveau, l'al. 4 actuel devenant l'al. 5)**	**Art. 131, al. 1 (nouvelle teneur), al. 4 (nouveau), al. 4 ancien devenant al. 5**	**Art. 131, al. 1 (nouvelle teneur), al. 4, (nouveau, l'al. 4 ancien devenant l'al. 5)**
[1] En dérogation aux articles 115 et 122, les communes peuvent présenter un budget comportant un excédent de charges à compter du budget 2020, pour une durée maximale de 8 exercices budgétaires.	[1] En dérogation aux articles 115 et 122, les communes peuvent présenter un budget comportant un excédent de charges à compter du budget 2020, pour une durée maximale de 8 exercices budgétaires.	1 En dérogation aux articles 115 et 122, les communes peuvent présenter un budget comportant un excédent de charges à compter du budget 2020, pour une durée maximale de 8 exercices budgétaires.	[1] En dérogation aux articles 115 et 122, les communes peuvent présenter un budget comportant un excédent de charges à compter du budget 2020, pour une durée maximale de 8 exercices budgétaires.
[4] En cas d'excédent de charges au budget dépassant le déficit budgétaire admissible au sens de l'alinéa 2 du présent article et la réserve conjoncturelle disponible, le plan financier quadriennal doit démontrer un retour à l'équilibre budgétaire dans un délai de 4 ans, conformément à l'article 122. [5] En cas d'exercice déficitaire, la réserve conjoncturelle est utilisée à concurrence des pertes réalisées qui excèdent la limite de déficit admissible au sens de l'alinéa 2 du présent article.	[4] ~~En cas d'excédent de charges au budget dépassant le déficit budgétaire admissible au sens de l'alinéa 2 du présent article et la réserve conjoncturelle disponible, le plan financier quadriennal doit démontrer un retour à l'équilibre budgétaire dans un délai de 4 ans, conformément à l'article 122.~~ [4] En cas d'exercice déficitaire, la réserve conjoncturelle est utilisée à concurrence des pertes réalisées qui excèdent la limite de déficit admissible au sens de l'alinéa 2 du présent article.	[4] En cas d'exercice déficitaire, la réserve conjoncturelle est utilisée à concurrence des pertes réalisées qui excèdent la limite de déficit admissible au sens de l'alinéa 2 du présent article. [5] Les communes doivent présenter un budget équilibré pour l'exercice budgétaire qui suit la fin de la période dérogatoire.	[4] En cas d'exercice déficitaire, la réserve conjoncturelle est utilisée à concurrence des pertes réalisées qui excèdent la limite de déficit admissible au sens de l'alinéa 2 du présent article.

Projet de loi 13507 modifiant la LAC *(création d'une réserve conjoncturelle) tel qu'issu du PL 13507A*	**Propositions de l'ACG** *(datées du 21.02.2025) – pour mémoire*	**Amendements du Conseil d'Etat du 5 mars 2025**	**Amendement général du Conseil d'Etat du 28 et 29 août 2025 représenté le 2 septembre 2026 à la COFIN**
	[5] Les communes doivent présenter un budget équilibré pour l'exercice budgétaire qui suit la fin de la période dérogatoire.		
Art. 2 Entrée en vigueur Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.		**Art. 2 Entrée en vigueur** Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.	**Art. 2 Entrée en vigueur** Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Date de dépôt : 5 novembre 2026

RAPPORT DE LA MINORITÉ

Rapport de François Baertschi

La minorité de la commission s'oppose à la création d'une réserve conjoncturelle parce qu'elle va empêcher une saine gestion des communes en les incitant à multiplier les dépenses inutiles.

Cette réserve aura aussi un effet délétère sur la dette globale des institutions publiques genevoises (petit et grand Etat ainsi que communes) qui dépasse les 20 milliards de francs. Le maintien du statu quo, sans réserve conjoncturelle, demandera davantage de rigueur aux conseillers administratifs, ce qui est une excellente chose en soi.

En commission, M. Fiumelli, secrétaire général adjoint du département des finances, relève qu'à Genève, il y a un décalage entre canton et communes tout en ajoutant que ce décalage va nettement s'amplifier ces prochaines années au détriment du canton. Si les charges contraintes, en particulier l'aide sociale, sont très importantes pour le canton de Genève, les communes n'ont que le GIAP et éventuellement les crèches.

La situation du canton est objectivement plus compliquée alors que les rentrées fiscales profitent davantage aux communes et la tendance promet d'être encore plus favorable pour elles. Il ne faut donc pas accroître cette différence de traitement.

Ce n'est pas faire preuve de prudence ni de bonne gestion que de laisser certaines communes s'engager dans des dépenses inconsidérées.

Il suffit de prendre l'exemple de la Ville de Genève qui a toujours tendance à faire enfler ses budgets sans avoir toujours des objectifs pertinents.

Par ailleurs, le principe de réserve conjoncturelle enlève une certaine transparence dans la gestion des budgets puisque des montants mal identifiés circulent d'une année sur l'autre.

Pour toutes ces raisons, nous vous invitons, Mesdames et Messieurs les députés, à refuser ce projet de loi.